

FCP (Fonds Commun de Placement)
de droit français

OPCVM relevant de la
Directive 2009/65 CE

AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR

Rapport annuel au 29 septembre 2023

Commercialisateur : **ABEILLE VIEIABEILLE EPARGNE RETRAITE**

Société de Gestion : **OFI INVEST AM**

Dépositaire et Conservateur : **SOCIETE GENERALE**

Gestion administrative et comptable : **SOCIETE GENERALE**

Commissaire aux comptes : **DELOITTE & ASSOCIES**



Ofi invest Asset Management

Siège social : 22 Rue Vernier – 75017 Paris

Société Anonyme à Conseil d'Administration

au capital de 71 957 490 € - RCS Paris 335 133 229

ofi invest
Asset Management

CARACTÉRISTIQUES DE L'OPC

Dénomination

Afer Diversifié Durable ISR

Forme juridique

Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) de droit français, créé sous la forme d'un Fonds Commun de Placement (ci-après le « FCP » ou le « Fonds »).

Information sur le régime fiscal

Le régime décrit ci-dessous ne reprend que les principaux points de la fiscalité française applicable aux OPC. En cas de doute, le porteur est invité à étudier sa situation fiscale avec un conseiller.

Un OPC, en raison de sa neutralité fiscale, n'est pas soumis à l'impôt sur les sociétés. La fiscalité est appréhendée au niveau du porteur de parts.

Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par l'OPC ou aux plus et moins-values latentes ou réalisées par l'OPC dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur, de sa résidence fiscale et/ou de la juridiction d'investissement de l'OPC.

Certains revenus distribués par l'OPC à des non-résidents en France sont susceptibles de supporter dans cet Etat une retenue à la source.

Le régime fiscal peut être différent lorsque l'OPC est souscrit dans le cadre d'un contrat donnant droit à des avantages particuliers (contrat d'assurance, DSK, PEA...) et le porteur est alors invité à se référer aux spécificités fiscales de ce contrat.

Synthèse de l'offre de gestion

Code ISIN	Affectation des sommes distribuables		Devise de libellé	Montant initial de la part	Souscripteurs concernés	Montant minimum pour la première souscription	Montant minimum pour les souscriptions ultérieures
	Résultat net	Plus-values nettes réalisées					
FR0010821470	Capitalisation et/ou distribution	Capitalisation et/ou distribution	Euro	500 euros	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée à servir de support à des contrats d'assurance-vie souscrits sous l'égide de l'AFER auprès d'Abeille Vie et d'Abeille Epargne Retraite	Une part	Pas de minimum

Objectif de gestion

Le FCP a pour objectif, à travers une sélection de titres répondant à des critères d'investissement socialement responsable (ISR), d'offrir, sur la durée de placement recommandée de 5 ans, une performance supérieure à celle de l'indicateur de référence composite : 60% Bloomberg Barclays Capital Euro Aggregate 5-7 ans + 40% EURO STOXX®.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence est composé de :

- 60% Bloomberg Barclays Capital Euro Aggregate 5-7 ans, cet indice est un indice obligataire composé d'emprunts d'Etats ou d'émetteurs privés, libellés en euro, à taux fixe d'une durée de vie restant à courir de 5 à 7 ans, dont l'émetteur bénéficie d'une notation : catégorie investissement. Il est calculé quotidiennement et publié par Bloomberg Barclays Capital (coupons réinvestis) ;
- 40% EURO STOXX®, cet indice action est composé des principales capitalisations de la zone Euro. Il est calculé quotidiennement et publié par STOXX Limited (dividendes réinvestis, cours de clôture).

Le FCP est géré activement. La composition du FCP peut s'écarter matériellement de la répartition de l'indicateur.

L'indicateur de référence est utilisé pour des objectifs de mesure de performance financière. Il a été choisi indépendamment des caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par le FCP.

Stratégie d'investissement

Stratégie utilisée :

Le FCP investira sur des actions et des titres de créance et instruments du marché monétaire répondant à des critères d'Investissement Socialement Responsable (ISR) définis par la société de gestion selon une approche cherchant à identifier les entreprises les plus en avance sur l'ISR au sein de chaque secteur.

Le portefeuille sera exposé entre 20% et 60% de l'actif net aux marchés actions. Les titres seront issus des pays de la zone euro, et dans la limite de 15% de l'actif net, des pays membres de l'OCDE.

En outre, le portefeuille sera exposé entre 40% et 80% de l'actif net en titres de créance et instruments du marché monétaire :

- D'émetteurs de pays membres de la zone euro ;
- À hauteur de 10% de l'actif net d'émetteurs de pays membres de l'OCDE, à condition que ces titres soient libellés en euros.

Dans le but d'exposer le portefeuille aux marchés des actions et de taux, et/ou de couvrir le portefeuille des risques sur les actions et les taux, le FCP pourra avoir recours à des instruments dérivés ou à des instruments intégrant des dérivés.

Le portefeuille pourra également s'exposer aux marchés des actions et de taux en investissant dans la limite de 10% de l'actif maximum en parts ou actions d'OPC.

Les titres seront libellés en euro, et dans la limite de 15% de l'actif net, en une devise autre que l'euro. Le FCP supporte un risque de change à hauteur de 15% de l'actif net.

La sensibilité du portefeuille « taux » du FCP est comprise entre 0 et +8.

Etape 1 : Critères extra-financiers :

A partir de l'univers d'investissement de départ, le Fonds applique les politiques d'exclusion synthétisées dans le document dénommé « Politique d'investissement Exclusions sectorielles et normatives », disponible à l'adresse suivante : https://www.ofi-invest-am.com/pdf/ISR_politique-investissement_exclusions-sectorielles-et-normatives.pdf. Ces politiques d'exclusion sont également disponibles dans leur intégralité sur le site : <https://www.ofi-invest-am.com>.

L'étape suivante du processus de gestion consiste à appliquer un filtre ISR « Best-in-Class » sur l'univers d'investissement de départ comprenant, pour la poche « actions » les valeurs composant l'indice MSCI EMU IMI INDEX - NET EUR et, pour la poche « taux », les valeurs composant l'indice Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate.

Ce filtre permet d'exclure à tout moment de l'univers d'investissement 20% des valeurs les moins bien notées en ESG (Environnement, Social et Gouvernance) par notre prestataire externe MSCI ESG Research au sein de chaque secteur.

Parmi les critères ESG analysés par MSCI ESG Research et retenus pour produire sa note, peuvent être cités pour exemple :

- Émissions carbone, stress hydrique, biodiversité, émissions toxiques ou déchets pour le pilier Environnement
- Gestion et développement du capital humain, santé et sécurité au travail, qualité produits, sécurité des données pour le pilier Social
- Indépendance du conseil d'administration, frais d'audit, politique de rémunération, éthique des affaires pour le pilier Gouvernance

Les pondérations entre les piliers E, S et G sont déterminées par MSCI ESG Research en fonction des secteurs d'activité.

Il est par ailleurs précisé que le processus systématique de sélectivité ISR se base sur la notation MSC ESG Research et contribue à l'intégration des risques et des opportunités en matière de durabilité dans la gestion du portefeuille et à l'amélioration de la capacité de la société de gestion à gérer les risques de manière plus complète et à générer des rendements durables à long terme pour les porteurs.

Néanmoins, la société de gestion peut aussi s'aider d'un outil interne et propriétaire de notation extra financière mis à la disposition du gérant, plus particulièrement dans le cadre de l'exercice de nos droits de vote aux assemblées générales et dans les dialogues avec les sociétés présentes en portefeuille.

Les titres vifs intégrant des critères ESG représentent 90% des titres en portefeuille (en pourcentage de l'actif net du Fonds hors liquidités).

Dans la limite de 10% maximum de l'actif, le gérant pourra sélectionner des valeurs ou des titres (tels que titres de créance ou sociétés non couvertes par l'analyse ESG de MSCI ESG Research) ne disposant pas d'un score ESG.

MSCI ESG Research pourrait faire face à certaines limites méthodologiques telles que :

- Un problème de publication manquante ou lacunaire de la part de certaines entreprises sur des informations qui sont utilisées comme input du modèle de notation ESG de MSCI ESG Research ;
- Un problème lié à la quantité et à la qualité des données ESG à traiter par MSCI ESG Research ;
- Un problème lié à l'identification des informations et des facteurs pertinents pour l'analyse ESG du modèle MSCI ESG Research.

Le FCP fait la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR »), mais ne fait pas de cette promotion un objectif d'investissement durable. Le FCP ne prend actuellement aucun engagement minimum en matière d'alignement de son activité avec le « Règlement Taxonomie » (Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement SFDR). En conséquence, le pourcentage minimum d'investissement aligné à la Taxonomie sur lequel s'engage le FCP est de 0%. Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Etape 2 : Critères financiers :

Le fonds offre une gestion active reposant sur un processus d'investissement rigoureux permettant d'identifier et de tirer parti de différentes sources de valeur ajoutée.

Poche « actions » :

- Les valeurs seront sélectionnées en fonction d'une approche « bottom-up » favorisant la sélection des titres sur leurs perspectives de résultat, leur stratégie, leur modèle économique, leur management et leur valorisation.

Poche « taux » :

- Les valeurs seront sélectionnées en fonction d'une analyse « crédit » de l'émetteur, d'une étude réalisée sur la structure du titre, d'une étude comparative de la modélisation du prix de revient du titre, ainsi que d'une analyse juridique du support.

L'allocation entre les poches taux et actions est déterminée en premier lieu en fonction de l'indicateur de référence. Elle est par la suite ajustée en fonction des opportunités d'investissements et des niveaux de valorisation et de risque des différentes classes d'actifs.

Les actifs hors dérivés intégrés :

❖ *Actions et titres donnant accès au capital :*

Le portefeuille pourra comprendre, entre 20% et 60% de l'actif net, à des actions et à des titres donnant accès directement ou indirectement au capital et aux droits de vote de sociétés.

Le niveau d'utilisation généralement recherché, correspondant à l'utilisation habituelle envisagée par le gérant des actions et titre donnant directement ou indirectement accès au capital ou aux droits de vote de sociétés, est de 40% de l'actif net.

Il est rappelé qu'une allocation cible constitue un objectif, et non un ratio impératif, qui peut ne pas être respecté en raison de conjonctures particulières laissant penser aux gérants qu'une classe d'actif peut ne pas présenter l'investissement optimal à un moment donné.

Les titres détenus pourront concerner tous les secteurs économiques et seront issus de toutes capitalisations. Ils seront issus d'émetteurs de pays de la zone euro, et dans la limite de 15% de l'actif net, d'émetteurs de pays membres de l'OCDE (hors zone euro).

❖ *Titres de créance et instruments du marché monétaire :*

Le portefeuille pourra comprendre entre 40% et 80% de l'actif net, à des titres de créance et à des instruments du marché monétaire.

Le niveau d'utilisation généralement recherché, correspondant à l'utilisation habituelle envisagée par le gérant, en titre de créances et instruments du marché monétaire est de 60%.

Les émetteurs sélectionnés relèveront des marchés de la zone Euro et dans la limite de 10% de l'actif net, de marchés de pays membres de l'OCDE à condition que les titres soient libellés en euro.

Ils appartiendront indifféremment au secteur public ou au secteur privé.

Les titres sélectionnés relèveront de toutes les notations. Le FCP pourra investir dans la limite de 5% de son actif net dans des titres de créance spéculatifs (high yield) (notation inférieure à BBB- référence Standard & Poor's ou équivalent).

Dans le but de dynamiser les liquidités du portefeuille, le FCP pourra avoir recours, dans la limite de 10% de l'actif net, à des produits de titrisation et plus particulièrement à des ABCP (Asset-Backed Commercial Paper) d'une maturité inférieure à un an.

La typologie des titres de créance et du marché monétaire utilisés sera notamment la suivante :

- Obligations à taux fixe
- Obligations à taux variable
- Obligations indexées sur l'inflation
- Obligations callables
- Obligations puttables
- Obligations souveraines
- Obligations high yield
- Asset Backed Commercial Papers
- Titres de créance négociables
- EMTN non structurés
- Titres participatifs
- Titres subordonnés
- Bons du trésor

Les titres sélectionnés relèveront de toutes les notations.

Il est précisé que chaque émetteur sélectionné fait l'objet d'une analyse par la société de gestion, analyse qui peut diverger de celle de l'agence de notation. Pour la détermination de la notation de l'émission, la société de gestion peut se fonder à la fois sur ses propres analyses du risque de crédit et sur les notations des agences de notation, sans s'appuyer mécaniquement ni exclusivement sur ces dernières.

En cas de dégradation de la notation, les titres pourront être cédés sans que cela soit une obligation, ces cessions étant le cas échéant effectuées immédiatement ou dans un délai permettant la réalisation de ces opérations dans l'intérêt des porteurs et dans les meilleures conditions possibles en fonction des opportunités de marché.

❖ **Actions et parts d'OPC :**

Le portefeuille pourra investir dans la limite de 10% de l'actif net en parts ou actions d'OPC mettant en œuvre une gestion de type ISR selon les indications suivantes :

	Investissement autorisé au niveau de l'OPC
OPCVM de droit français ou étranger	10%
FIA de droit français*	10%
FIA européens ou fonds d'investissement étrangers*	10%
Fonds d'investissement étrangers	N/A

* répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier.

Le portefeuille ne pourra pas investir dans des fonds de fonds et des fonds nourriciers.

Le FCP pourra détenir des OPC gérés par la société de gestion ou des sociétés de gestion liées.

Les instruments dérivés :

Dans le but de réaliser l'objectif de gestion, le FCP est susceptible d'utiliser des instruments dérivés dans les conditions définies ci-après :

• Nature des marchés d'intervention :

- Réglementés
- Organisés
- De gré à gré

• Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Action
- Taux
- Change
- Crédit

• Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- Couverture
- Exposition
- Arbitrage

• Nature des instruments utilisés :

- Futures
- Options
- Caps/Floors
- Swaps
- Change à terme
- Dérivés de crédit : Total Return Swap (TRS) (sur single-name et sur indices)

- Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

- Couverture générale du portefeuille, de certains risques, titres...
- Reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, à des risques
- Augmentation de l'exposition au marché et précision de l'effet de levier autorisé et recherché

L'utilisation de dérivés n'aura pas pour conséquence de dénaturer significativement ou durablement les caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance promues par le FCP.

Informations particulières sur l'utilisation des TRS :

Lorsqu'elle a recours aux Total Return Swap (TRS), la société de gestion peut décider d'échanger son portefeuille contre un indice afin de figer la surperformance générée. Il peut en outre procéder à un arbitrage entre les classes d'actifs ou entre secteurs et/ou zones géographiques afin de réaliser une performance opportuniste.

Le FCP pourra avoir recours à des TRS dans la limite de 100 % maximum de l'actif net. Les actifs pouvant faire l'objet de tels contrats sont les obligations et autres titres de créances, ces actifs étant compatibles avec la stratégie de gestion du fonds. Le TRS est un contrat d'échange négocié de gré à gré dit de « rendement global ».

L'utilisation des TRS est systématiquement opérée dans l'unique but d'accomplir l'objectif de gestion de l'OPCVM et fera l'objet d'une rémunération entièrement acquise à l'OPCVM. Les contrats d'échange de rendement global auront une maturité fixe et feront l'objet d'une négociation en amont avec les contreparties sur l'univers d'investissement et sur le détail des coûts qui leurs sont associés.

Dans ce cadre, le FCP peut recevoir/verser des garanties financières (collateral) dont le fonctionnement et les caractéristiques sont présentés dans la rubrique « garanties financières ».

Les actifs faisant l'objet d'un contrat d'échange sur rendement global seront conservés par la contrepartie de l'opération ou le dépositaire.

Ces opérations sont traitées avec de grandes contreparties françaises ou internationales, telles que des établissements de crédit ou des banques dont la notation minimale pourrait aller jusqu'à BBB- (notation Standard & Poor's, Moody's, Fitch ou notation de la société de gestion) sélectionnées par la société de gestion conformément à sa politique de sélection et d'évaluation des contreparties disponible sur le site internet www.ofi-invest-am.com.

Les instruments intégrant des dérivés :

Le FCP pourra détenir les instruments intégrant des dérivés suivants :

- Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Action
- Taux
- Change
- Crédit

- Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- Couverture
- Exposition
- Arbitrage

• Nature des instruments utilisés :

- Obligations convertibles
- Obligations échangeables
- Obligations avec bons de souscription
- Obligations remboursables en actions
- Credit Link Notes
- EMTN Structurés
- Droits et warrants
- Obligations callables
- Obligations puttables

• Stratégie d'utilisation des dérivés intégrés pour atteindre l'objectif de gestion :

De manière générale, le recours aux instruments intégrant des dérivés permet :

- D'exposer le portefeuille au marché des actions et des devises ;
- D'exposer le portefeuille au marché des taux, notamment aux fins d'ajuster la sensibilité du portefeuille, dans le respect des limites précisées par ailleurs ;
- Ainsi que de couvrir le portefeuille des risques sur les actions, les taux ou les devises, ou d'intervenir rapidement, notamment en cas de mouvements de flux importants liés aux souscriptions rachats et/ou à d'éventuelles fluctuations subites des marchés.

Les dépôts :

Le FCP ne fera pas de dépôts mais pourra détenir des liquidités dans la limite de 10% de l'actif net pour les besoins liés à la gestion des flux de trésorerie.

Les emprunts d'espèces :

Le FCP pourra avoir recours à des emprunts d'espèces (emprunts et découverts bancaires) dans la limite de 10% de l'actif net. Ces emprunts seront effectués dans le but d'optimiser la gestion de trésorerie et de gérer les modalités de paiement différé des mouvements d'actif et de passif.

Les acquisitions et cessions temporaires de titres :

Le FCP n'aura pas recours à ce type d'opérations.

Effet de levier maximum :

Le niveau d'exposition consolidé du FCP, calculé selon la méthode de l'engagement intégrant l'exposition par l'intermédiaire de titres vifs, de parts ou d'actions d'OPC et d'instruments dérivés est limitée à 300% de l'actif net (levier brut), et à 200% de l'actif net (levier net).

Contreparties utilisées :

Ces opérations sont traitées avec de grandes contreparties françaises ou internationales, telles que des établissements de crédit ou des banques sélectionnées par la société de gestion conformément à sa politique de sélection et d'évaluation des contreparties disponible sur le site internet : www.ofi-invest-am.com. Il est rappelé que, lorsque le FCP a recours à des contrats d'échange sur rendement global (TRS), il convient de se référer aux dispositions particulières de sélection des contreparties concernant ces instruments (voir les dispositions relatives aux contreparties sélectionnées dans les parties « Informations particulières sur l'utilisation des TRS »).

Il est précisé que ces contreparties n'ont aucun pouvoir de décision discrétionnaire sur la composition ou la gestion du portefeuille d'investissement du FCP, sur l'actif sous-jacent des instruments financiers dérivés et/ou sur la composition de l'indice dans le cadre de swaps sur indice. De même, l'approbation des contreparties ne sera pas requise pour une quelconque transaction relative au portefeuille d'investissement du FCP.

Du fait de ces opérations réalisées avec ces contreparties, le FCP supporte le risque de leur défaillance (insolvabilité, faillite...). Dans une telle situation, la valeur liquidative du FCP peut baisser (voir définition de ce risque dans la partie « Profil de risque » ci-dessous).

Ces opérations font l'objet d'échanges de garanties financières en espèces.

Garanties financières :

Dans le cadre de ces opérations, le FCP peut recevoir / verser des garanties financières en espèces (appelé collatéral). Le niveau requis de ces garanties est de 100%.

Le collatéral espèces reçu peut être réinvesti, dans les conditions fixées par la réglementation, en dépôts ou en OPC Monétaire court terme à valeur liquidative variable.

Les garanties reçues par l'OPCVM seront conservées par le dépositaire.

Profil de risque

Votre argent sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers.

Au travers des investissements du FCP, les risques pour le porteur sont les suivants :

Risques principaux :

Risque de perte en capital

Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. Il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué ou que la performance diverge de l'indicateur de référence.

Risque lié à la gestion discrétionnaire

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés. Il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les titres les plus performants.

Risque de taux

En cas de hausse des taux, la valeur des investissements en instruments obligataires ou titres de créance baissera ainsi que la valeur liquidative. Ce risque est mesuré par la sensibilité qui traduit la répercussion qu'une variation de 1% des taux d'intérêt peut avoir sur la valeur liquidative de l'OPCVM. A titre d'exemple, pour un OPC ayant une sensibilité de +2, une hausse de 1% des taux d'intérêt entraînera une baisse de 2% de la valeur liquidative de l'OPC.

Risque juridique lié à l'utilisation de contrats d'échange sur rendement global (TRS)

Le FCP peut être exposé à des difficultés de négociation ou une impossibilité momentanée de négociation de certains titres dans lesquels l'OPCVM investit ou de ceux reçus en garantie, en cas de défaillance d'une contrepartie de contrats d'échange sur rendement global (TRS).

Risque de crédit

La valeur liquidative du FCP baissera si celui-ci détient directement ou par le biais d'un OPC détenu une obligation ou un titre de créance d'un émetteur dont la qualité de signature vient à se dégrader ou dont l'émetteur viendrait à ne plus pouvoir payer les coupons ou rembourser le capital.

Risque lié à l'utilisation des instruments dérivés

Dans la mesure où le FCP peut investir sur des instruments dérivés et intégrant des dérivés, la valeur liquidative du fonds peut donc être amenée à baisser de manière plus importante que les marchés sur lesquels le FCP est exposé.

Risque actions

Si les actions ou les indices auxquels le portefeuille du FCP est exposé baissent, la valeur liquidative baissera. En raison des mouvements rapides et irréguliers des marchés actions, à la hausse comme à la baisse, le FCP pourra réaliser une performance éloignée de la performance moyenne qui pourrait être constatée sur une période plus longue. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le FCP investira sur des valeurs de petites capitalisations cotées. Le cours ou l'évaluation de ces titres peut donner lieu à des écarts importants à la hausse comme à la baisse et leur cession peut requérir des délais.

Risque de change

Etant donné que le FCP peut investir dans des titres libellés dans des devises autres que l'euro, le porteur pourra être exposé à une baisse de la valeur liquidative en cas de variation des taux de change.

Risque de contrepartie

Le porteur est exposé à la défaillance d'une contrepartie ou à son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles dans le cadre d'une opération de gré à gré, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque lié à l'investissement dans des titres subordonnés

Il est rappelé qu'une dette est dite subordonnée lorsque son remboursement dépend du remboursement initial des autres créanciers (créanciers privilégiés, créanciers chirographaires). Ainsi, le créancier subordonné sera remboursé après les créanciers ordinaires, mais avant les actionnaires. Le taux d'intérêt de ce type de dette sera supérieur à celui des autres créances. En cas de déclenchement d'une ou plusieurs clause(s) prévue(s) dans la documentation d'émission desdits titres de créance subordonnés et plus généralement en cas d'évènement de crédit affectant l'émetteur concerné, il existe un risque de baisse de la valeur liquidative du FCP. L'utilisation des obligations subordonnées expose notamment le Fonds aux risques d'annulation ou de report de coupon (à la discrétion unique de l'émetteur), d'incertitude sur la date de remboursement.

Risque lié à l'utilisation d'obligations convertibles

L'attention des investisseurs est attirée sur l'utilisation indirecte d'obligations convertibles, instruments introduisant une exposition sur la volatilité des actions, de ce fait, la valeur liquidative du fonds pourra baisser en cas de hausse des taux d'intérêts, de détérioration du profil de risque de l'émetteur, de baisse des marchés actions ou de baisse de la valorisation des options de conversion.

Risques en matière de durabilité

Le FCP est exposé à des risques en matière de durabilité. En cas de survenance d'un événement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance, celui-ci pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

La stratégie d'investissement du FCP intègre des critères extra-financiers selon une approche contraignante et matérielle visant à exclure les valeurs les plus mal notées en ESG, notamment afin de réduire l'impact potentiel des risques en matière de durabilité.

Pour plus d'informations sur les politiques relatives à l'intégration des risques en matière de durabilité mises en place par la société de gestion, les porteurs sont invités à se rendre sur le site www.ofi-invest-am.com.

Risques accessoires :

Risque lié aux instruments de titrisation

Le porteur est exposé de manière accessoire au risque lié aux instruments de titrisation. Pour ces instruments, le risque de crédit repose principalement sur la qualité des actifs sous-jacents, qui peuvent être de natures diverses (créances bancaires, titres de créance...). Ces instruments résultent de montages complexes pouvant comporter des risques juridiques et des risques spécifiques tenant aux caractéristiques des actifs sous-jacents. L'attention du souscripteur est également attirée sur le fait que les titres issus d'opérations de titrisation sont moins liquides que ceux issus d'émissions obligataires classiques. La réalisation de ces risques peut entraîner la baisse de la valeur liquidative du FCP.

Risque lié à l'utilisation des titres spéculatifs (haut rendement)

Le FCP fonds peut détenir des titres spéculatifs (High Yield). Ces titres évalués « spéculatifs » selon l'analyse de l'équipe de gestion ou des agences de notation présentent un risque accru de défaillance, et sont susceptibles de subir des variations de valorisation plus marquées et/ou plus fréquentes, pouvant entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque de liquidité

Le FCP est susceptible d'investir sur des titres peu liquides du fait de l'émetteur, du fait du marché sur lequel ils peuvent être négociés ou du fait de conditions particulières de cession. En cas de rachat important de parts du FCP, le gérant pourrait se trouver contraint de céder ces actifs aux conditions du moment, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Garantie ou protection

Le FCP ne fait l'objet d'aucune garantie ou protection.

Durée de placement recommandée

Supérieure à cinq ans.

CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DE L'EXERCICE

03/10/2022 :

Changement charte graphique.

31/12/2022 :

Dans le cadre du projet de réorganisation du groupe Aéma ayant pour but le rapprochement des entités de gestion d'actifs au sein d'un pôle unique, la branche d'activité de gestion de portefeuille classique d'ABEILLE ASSET MANAGEMENT a été apportée à la société OFI ASSET MANAGEMENT avec date d'effet au 31 décembre 2022.

01/01/2023 :

- En conséquence de cette opération, à compter du 1er janvier 2023, le FCP a changé de société de gestion au profit d'Ofi Asset Management, société anonyme, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 384 940 342 et ayant son siège social situé au 20-22 rue Vernier, 75017 Paris, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 92-12 étant précisé que la nouvelle société de gestion a également changé de dénomination pour devenir « Ofi Invest Asset Management » à compter du 1er janvier 2023.
- Remplacement du DICI par un DIC PRIIPS + intégration de l'annexe précontractuelle SFDR + Mise à jour du wording ESG.

01/09/2023 :

- **Mise à jour du document-type DIC PRIIPS** pour donner suite aux différentes précisions doctrinales apportées par le régulateur depuis son entrée en vigueur le 1er janvier 2023, le document d'information clés (« DIC ») issue du règlement (UE) n° 1286/2014 dit « Règlement PRIIPS » associé au FCP et initialement publié par la société de gestion a été mis à jour.
- **Mise à jour de l'annexe précontractuelle SFDR** : suite notamment à la parution en mars 2023 d'une nouvelle version qui intègre les informations sur le gaz et le nucléaire
- **Ajout d'un avertissement en l'absence d'introduction d'outils de gestion de la liquidité** : l'avertissement-type ci-dessous a été inséré dans le prospectus du FCP afin de mettre en garde les investisseurs sur le risque accru de suspension totale des souscriptions et des rachats en cas de circonstances exceptionnelles du fait de l'absence d'introduction d'un mécanisme de plafonnement des rachats ("gates") :
« En cas de circonstances exceptionnelles, l'absence de mécanisme de plafonnement des rachats pourra avoir pour conséquence l'incapacité du FCP à honorer les demandes de rachats et ainsi augmenter le risque de suspension complète des souscriptions et des rachats sur ce FCP ».
- **Modification des modalités de calcul de la valeur liquidative** : Ofi Invest Asset Management a décidé, pour des contraintes opérationnelles, que la valeur liquidative du FCP sera calculée de façon quotidienne à l'exception des jours fériés légaux en France.

Les autres caractéristiques du FCP demeurent inchangées. Ces changements n'impliquent aucune démarche spécifique de votre part et n'ont aucun impact sur votre FCP que ce soit en termes d'objectif de gestion, de profil rendement/risque ou de frais supportés.

La documentation réglementaire du FCP actualisée en conséquence est disponible sur le site internet : www.afer.fr depuis le 1er septembre 2023.

CHANGEMENT(S) À VENIR

Néant

AUTRES INFORMATIONS

Les documents d'information (prospectus, rapport annuel, rapport semestriel, composition de l'actif) sont disponibles gratuitement dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

Ofi Invest Asset Management

Service juridique

Siège social : 22, rue Vernier - 75017 Paris (France)

Courriel : ld-juridique.produits.am@ofi-invest.com

Toute demande ou recherche d'information peut également être faite à l'aide du site Internet www.fer.fr

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Contexte économique et financier

Sur les douze derniers mois, les marchés ont reflété des changements réguliers de scénarios économiques. Ces changements concernent principalement l'inflation, qui a fait son retour après une longue période de déflation. Depuis un an, cette inflation se normalise, notamment aux Etats Unis où elle est passée de 7,7% en septembre 2022 à 3% sur la fin du mois de juin 2023. En zone euro, elle a atteint 10,6% sur le début de période, avant de finalement se stabiliser autour de 5,2% un an plus tard. Néanmoins, le processus de désinflation n'est pas terminé et des problématiques subsistent. En effet, l'inflation sous-jacente reste à ce jour préoccupante notamment via la composante des services, dont la dynamique dépend de la résilience de la demande. En parallèle, et alors que les prix de l'énergie avaient reflué sur la fin d'année 2022, on note un rebond significatif des prix et principalement sur le baril de pétrole qui a augmenté de plus de 25% sur le dernier trimestre.

Face à cette forte remontée de l'inflation et afin de freiner l'économie et d'apaiser la demande, la Banque Centrale Européenne (BCE) a augmenté ses différents taux directeurs depuis un an, atteignant des niveaux que nous n'avions pas connus depuis de nombreuses années. Ainsi, après dix hausses consécutives, le taux de dépôt de la BCE est passé de -0,50% en juillet dernier à 4% à la fin du mois de septembre 2023. De l'autre côté de l'Atlantique, les taux directeurs de la Réserve Fédérale américaine (FED) ont suivi la même tendance et se situent dans la fourchette de 5,25%-5,50%, après une augmentation de 225 points de base (bps) au cours de la dernière année. Lors des deux dernières réunions, la FED a maintenu, comme anticipé, ces taux directeurs inchangés. Elle s'est néanmoins montrée déterminée en ne fermant pas la porte à une dernière hausse de taux sur la fin d'année 2023.

Ces importantes augmentations de taux, combinées aux problèmes persistants liés à l'inflation, ont suscité des craintes d'un atterrissage brutal de l'économie, et les discours évoquant une récession se sont multipliés. Il est toutefois indéniable que les différentes économies se sont révélées plus résilientes que prévu. Si la croissance mondiale sera probablement meilleure qu'attendue, tout en restant légèrement inférieure à 3 %, les véritables surprises se cachent dans la répartition géographique de cette croissance. Les États-Unis ne cessent de surprendre par la résilience de leur activité économique et parviennent à compenser la déception chinoise ainsi que la stagnation de l'économie européenne. De plus, la dispersion de la croissance entre les pays s'amplifie, avec l'Espagne et la France qui surperforment l'Allemagne et l'Italie, davantage pénalisées par les séquelles de la crise énergétique et plus récemment par la faiblesse chinoise.

Cependant, les effets néfastes du resserrement drastique des politiques monétaires commencent à se faire sentir dans l'économie réelle et touchent certains acteurs considérés comme "fragiles". Le secteur bancaire, ébranlé par la hausse rapide des conditions de financement, a été particulièrement secoué au mois de mars 2023, avec la faillite de la Silicon Valley Bank suivie par la chute de Crédit Suisse. Le secteur de l'immobilier peine également. La réévaluation du coût de financement de l'immobilier devrait s'étaler encore sur plusieurs trimestres, et pourrait amener une nouvelle dépréciation des prix.

Taux d'intérêt :

Aux États-Unis, les taux à long terme sur les bons du Trésor à 10 ans ont continué d'augmenter. On constate une hausse d'environ 74 points de base (bps) sur l'année, atteignant même son point haut de 4,60% à la fin du mois de septembre. Ce mouvement a principalement été entraîné par des révisions à la hausse de la croissance américaine, mais aussi par le discours ferme de la FED lors de sa dernière réunion. On observe une tendance similaire sur les taux européens. En effet, le taux allemand à 10 ans a augmenté de 73 bps sur la période. L'OAT 10 ans se situe quant à elle sur des niveaux autour de 3,40% après une augmentation de 68 bps sur l'année.

Crédit :

Les obligations d'entreprise ont logiquement été impactées par la remontée des taux sur l'année. Cependant, même si quelques hausses de taux se sont encore matérialisées en 2023, le segment des obligations d'entreprise semble avoir une meilleure orientation, avec des rendements plus attractifs et un positionnement intéressant en termes de couple rendement/risque.

Sur l'exercice, dans la zone euro, l'écart de rendement (spread) s'est légèrement resserré. En effet, mises à part les tensions survenues à la suite des faillites bancaires et la crainte d'un ralentissement économique pouvant détériorer les bilans des entreprises, on constate que les primes de risque sur les entreprises de la zone euro se sont réduites. Nous considérons aujourd'hui les niveaux de rendement attractifs, notamment sur le segment du High Yield (HY). Les fondamentaux des entreprises restent bien orientés et les prévisions rassurantes. D'autre part, les taux de défaut ne devraient pas remonter significativement dans les prochains mois. Sur cette classe d'actifs, les spreads actuels correspondent à des niveaux de taux de défaut qui s'élèvent à 8,0 % contre 3,8 % anticipés par les agences.

Actions :

Les marchés actions ont rebondi de manière significative depuis le mois d'octobre 2022, portés par l'amélioration des perspectives économiques. Les actions internationales ont ainsi enregistré une progression de plus de 21.95% (en total return & devise locale) sur la période, tandis que l'indice S&P 500 des actions américaines a augmenté de plus de 19.5%. En Europe, les actions ont également connu un excellent début d'année, soutenues par la normalisation sur le front énergétique. Ainsi, il convient de souligner la bonne tenue des marchés européens sur la période, avec une performance annuelle d'environ +29% pour l'Eurostoxx 50 et +26.7% pour le CAC 40. La dépendance à la Chine, qui a soutenu les marchés européens en début de période, est maintenant vécue comme un désavantage, illustré par des messages plus prudents de certains industriels.

Politique de gestion

Politique d'allocation :

Sur le dernier trimestre 2022, nous avons été sous-pondérés sur les actions européennes de l'ordre de 2% jusqu'en novembre compte tenu des niveaux de taux et de nos perspectives de ralentissement économique sur cette zone. Compte tenu des niveaux atteints, nous avons par la suite préféré mettre en place une stratégie à partir de calls sur l'Eurostoxx 50, gagnante si les marchés accéléraient à la hausse ou en cas de baisse. Sur la duration, après avoir été neutres nous avons remis en place des couvertures sur la partie longue de la courbe Euro (30 ans), compte tenu des tensions inflationnistes persistantes menant la banque centrale à durcir sa politique monétaire. Nous avons également mis en place une stratégie d'écartement du spread entre le BTP italien et le Bund allemand, suite au resserrement de ce spread qui nous apparaissait trop important, au vu du contexte économique et politique difficiles. Sur le crédit, nous avons conservé en fin de trimestre nos positions sur le crédit IG à hauteur de 3%, afin de profiter de la compression du spread. Nous avons aussi complété nos positions sur les dividendes, avec une position longue sur les dividendes versés en 2023, basés sur les résultats 2022 quasi définitifs, et une position vendeuse sur les dividendes 2024 pouvant au contraire être affectés par le ralentissement économique.

Au cours du premier trimestre 2023, nous avons maintenu nos stratégies optionnelles sur l'Eurostoxx 50 en les rollant. Après la correction observée en mars en raison des craintes sur le système bancaire américain et de la faillite de Crédit Suisse, nous avons remis en place une surexposition actions de l'ordre de 1,5%. Sur la duration, nous avons maintenu une sous-exposition sur les taux Euro. Sur le portage crédit, nous avons maintenu nos positions sur l'Investment Grade. Les stratégies sur dividendes ont été de leur côté coupées dès janvier.

Sur le troisième trimestre, nous avons maintenu nos positions optionnelles jusqu'en juin où nous avons préféré les substituer par des positions fermes sur l'Eurostoxx 50 pour environ 3%. Nous avons coupé notre sous-sensibilité en avril et remis à partir de mai des positions longues sur le Bund, les banques centrales s'approchant de la fin du resserrement monétaire. La situation économique au Royaume Uni, impactée par le Brexit et le durcissement des conditions de taux, nous semblant incompatible avec la poursuite des hausses de taux par la Banque d'Angleterre, nous nous positionnons au resserrement des taux entre ce pays et la zone euro. Sur les stratégies de portage crédit, nous avons réduit à 1% l'exposition au resserrement du spread sur les obligations Investment Grade et rentré des positions sur le High Yield, le potentiel de resserrement nous paraissant encore pertinent. Concernant les devises, nous avons initié des positions sur la couronne norvégienne contre euro, la baisse des rentrées fiscales liées au pétrole amenant à moins de pressions vendeuses sur la devise norvégienne.

Au quatrième trimestre de l'exercice, nous avons maintenu notre surexposition actions, en la réduisant toutefois de 1pt à 2%. Sur la duration, nous avons maintenu notre surexposition d'environ 0.5 année le ralentissement économique en zone Euro se confirmant. En fin de période, nous avons également mis en place une stratégie de pentification sur la courbe euro, la BCE ayant sans doute terminé de monter ses taux. De même parce que la BoE a confirmé le statu quo sur ses taux, nous renforçons la position initiée sur le Gilt. Le High Yield est quant à lui maintenu sur la période. Nous avons enfin conservé nos positions sur la couronne norvégienne en prenant quelques profits sur la période.

Poche actions :

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les prévisionnistes se sont largement trompés quant à l'exercice 2022-2023. Après la plus forte hausse de taux courts enregistrée depuis l'ère Volcker, les hypothèses de ralentissement économique aux Etats-Unis étaient largement bien ancrées en ce début d'exercice. En conséquence, les perspectives de croissance de résultats des entreprises semblaient suspectes, et l'opinion générale tournait vers une correction des marchés actions développés. Seuls les marchés en voie de développement devaient à peu près sortir leur épingle du jeu, sous l'effet d'une réouverture chinoise pleine de promesses.

La fin d'année 2022 s'est illustrée par des performances boursières directement influencées par les évolutions haussières des marchés de taux. Les valeurs technologiques et de croissance restaient sous pression, alors que les titres estampillés « value » tiraient leur épingle du jeu. La rotation stylistique démarrée fin 2021 se poursuivait donc, et permettait de combler une (petite) partie des écarts de valorisation accumulés ces dernières années. Il était d'ailleurs intéressant de constater que, une fois n'est pas coutume, les marchés européens menaient la danse des marchés développés. Mais au début du premier trimestre 2023, les marchés ont décidé de changer de régime.

D'une part, la transmission de la politique monétaire à la sphère réelle de l'économie semblait prendre beaucoup plus de temps qu'escompté. Nombre d'entreprises ont commenté tout au long de l'exercice sur le fait qu'elles ne voyaient pas de ralentissement de la demande finale, et que les consommateurs, éléments essentiels à la croissance économique dans les pays développés, répondaient toujours présents. Il faut reconnaître que les excédents d'épargne accumulés post Covid, ainsi que les croissances salariales enregistrées depuis les réouvertures des économies, ont permis aux agents économiques de maintenir leur pouvoir d'achat. Ainsi, les publications de résultats du premier semestre ont plutôt incité le consensus des analystes à revoir les prévisions de résultats à la hausse pour l'exercice, notamment aux Etats-Unis. Certes, les volumes de vente pouvaient parfois apparaître décevants, mais ils étaient plus que largement compensés par des effets prix importants. L'inflation des coûts des entrants étaient bien transférée aux consommateurs finaux, et les marges demeuraient résilientes. Il n'en fallait pas plus pour battre en brèche les hypothèses pessimistes de début d'année, et permettre aux marchés actions de déjouer les pronostics en s'offrant une nouvelle jambe de hausse, aidée il est vrai par le positionnement très prudent des investisseurs en début d'exercice.

Mais le réel élément de surprise de l'année est venu du secteur technologique américain. L'avènement de chat GPT, et plus généralement la prise en compte que l'Intelligence Artificielle générative était déjà en phase de forte accélération, a déclenché l'emballement des sociétés gravitant autour de la thématique. La palme d'or est revenue sans conteste à NVIDIA, dont le cours de bourse a plus que triplé sur l'exercice, porté par une progression très impressionnante de son carnet de commandes. La contagion de la hausse à l'ensemble des plus grosses capitalisations technologiques (« the magnificent seven !») a permis au SP500 de poursuivre sa progression, mais avec une extrême concentration des performances au sein de l'indice. Ainsi, en fin d'exercice, l'indice américain affiche une hausse de plus de 21%, mais à laquelle participe un nombre restreint de sociétés, la moitié des composantes affichant même une performance annuelle négative.

Les marchés européens tirent relativement bien leur épingle du jeu en affichant une hausse annuelle proche de 20%, cela malgré un environnement économique largement moins porteur que celui rencontré aux Etats-Unis. La première économie de la zone est à l'arrêt, doublement pénalisée par l'héritage de la crise énergétique de 2022, et l'absence de réaccélération chinoise. Le déstockage et le phénomène de normalisation des carnets de commandes entraînent les PMI manufacturiers en territoire fortement récessif. Ici aussi, la bonne tenue de la consommation permet aux économies de la zone de ne pas sombrer et aux entreprises de tenir leurs objectifs de résultats. L'absence de déception couplée à la faible valorisation des marchés européens permettent à ceux-ci de progresser.

Enfin, le marché japonais réalise une année en fanfare, le Topix s'adjudgeant près de 30% de hausse. Le retour des voyageurs chinois à la suite de la réouverture du pays provoque une accélération de la consommation domestique, et entraîne à la hausse un certain nombre de secteurs estampillés « travel retail ». Mais le marché est surtout porté par une politique monétaire qui reste ultra accommodante, et qui peut paraître anachronique en comparaison des actions menées par la Fed, la BCE ou encore la BOE. En conséquence, le yen s'affaiblit, et participe à la performance des secteurs exportateurs.

La poche actions a tiré son épingle du jeu au cours de l'exercice écoulé, notamment grâce à sa sur allocation en valeurs financières. Nous étions convaincus en début d'exercice que les taux d'intérêt resteraient à des niveaux plus élevés plus longtemps. A ce titre, nous avons fait le pari de surexposer le fonds aux valeurs du secteur bancaire, mais aussi du secteur de l'assurance, tous deux bénéficiaires à des degrés variés de la hausse des taux longs. Ainsi, des valeurs comme Axa, Munich Re, Crédit Agricole, BNP Paribas ou encore ING ont contribué positivement à la performance de la poche.

Dans le secteur des médias, nos paris actifs sur Publicis ou Universal Music se sont également avérés payants. Dans le secteur de l'industrie, également sur représenté durant la période, les espoirs de rebond de l'activité économique ont dopé le cours de certaines entreprises. Ainsi, nos investissements en Thyssenkrupp, Prysmian, Alstom, Thales et Schneider se sont tous révélés positifs en termes de contribution à la performance de la poche.

En revanche, le secteur de la santé a été l'un des principaux détracteurs au cours de la période, notamment la position constituée en titres Roche, dont la performance s'est révélée très décevante, en lien avec l'absence de bonne nouvelle en provenance du pipeline produit. Par ailleurs, la sous-pondération au secteur des biens de consommation s'est également révélée couteuse, notamment l'absence du titre Hermes que nous avons jugé trop cher.

Poche taux :

L'année a été marquée par la continuation du resserrement monétaire des grandes banques centrales afin d'endiguer une inflation mondiale qui est certes sur la pente descendante mais toujours largement au-dessus de la cible des 2%. Les marchés de taux ont donc été (à l'instar de l'année précédente) encore extrêmement volatiles, réagissant aux annonces de hausse et/ou pause des taux directeurs ainsi que de la réduction du bilan des banques centrales (« Quantitative Tightening »). Les taux longs des pays développés ont suivi le mouvement de hausse des taux directeurs mais avec un rythme moins soutenu que ces derniers engendrant ainsi un fort aplatissement des courbes avec pour résultante des courbes de taux inversées sur l'ensemble de la période.

Performances

Sur la période, la performance du FCP a été de 9,67% contre 9,67% pour son indice de référence composite (60% Bloomberg Barclays Capital Euro Aggregate 5-7 ans + 40% EURO STOXX®).

Ptf Libellé	Code ISIN	Date de début	Date de fin	Net Ptf Return	Benchmark Return	VL de début (fin sept22)	VL de fin (fin sept23)
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR PART C/D	FR0010821470	30/09/2022	29/09/2023	9,67%	9,67%	693,67 €	756,77 €

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

Principaux mouvements intervenus dans le portefeuille au cours de l'exercice

NOM_FONDS	CATEGORIE	ISIN	TITRE	MOUVEMENTS (en devise de comptabilité, hors frais)	
				ACQUISITIONS	CESSIONS
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	OPC	FR0010815589	OFI INVEST ISR MONETAIRE PART I	48 738 517,83	39 949 161,21
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	OPC	IE00BJK55C48	I SHARES II PUBLIC LIMITED COMPANY ESG UCITS ETF	23 558 085,22	24 149 988,63
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	OPC	LU0290355717	DB X TRACKERS II SICAV DB X TRACKERS II EUROZONE GOV UCITS E	23 257 216,80	11 637 750,58
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	OPC	FR0011024249	OFI INVEST ISR CREDIT BONDS EURO PART I		22 485 850,02
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	OPC	FR0010596783	OFI INVEST ESG EURO HIGH YIELD PART C	7 206 765,84	
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	OBLIGATIONS	FR0013286192	FRANCE 0.75% 25/05/2028		6 493 491,90
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	OPC	LU1985004966	SINGLE SELECT PLATFORM SICAV OFI INVEST ESG TRAN CLMT EURO		6 131 362,36
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	OBLIGATIONS	FR0014002JM6	FRANCE 0.5% 25/06/2044	6 123 667,70	
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	ACTIONS	FR0000120578	SANOFI	5 779 098,79	193 535,75
AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR	TCN	BE6342976493	SUMITOMO MITSUI BANKING ZCP 02/08/2023	5 456 454,46	5 500 000,00

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

Politique de vote

La politique menée par la société de gestion en matière d'exercice des droits de vote qui est disponible à l'adresse suivante : https://www.ofi-invest-am.com/pdf/principes-et-politiques/politique-engagement_actionnarial-et-de-vote.pdf fait l'objet d'un rapport lui-même disponible à l'adresse suivante : https://www.ofi-invest-am.com/pdf/documents/rapport-de-votes_OFI-AM_03-2023_FR.pdf

Critères ESG

La société de gestion met à la disposition de l'investisseur les informations sur les modalités de prise en compte, dans sa politique d'investissement, des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) sur son site Internet à l'adresse suivante : https://www.ofi-invest-am.com/pdf/principes-et-politiques/politique-engagement_actionnarial-et-de-vote.pdf. Le rapport d'engagement est lui-même disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/pdf/documents-ex-ofi-am/rapport-engagement.pdf>

Procédure de choix des intermédiaires

La société de gestion a recours au service d'Ofi Invest Intermediation Services et, à ce titre, utilise la liste des intermédiaires qu'elle a elle-même sélectionnée en application de sa propre politique de sélection et d'exécution. Ce prestataire assure la réception transmission des ordres, suivie ou non d'exécution, aux intermédiaires de marchés. L'expertise de ce prestataire permet de séparer la sélection des instruments financiers (qui reste de la responsabilité de la société de gestion) de leur négociation tout en assurant la meilleure exécution des ordres.

Une évaluation multicritères est réalisée périodiquement par les équipes de gestion. Elle prend en considération, selon les cas, plusieurs ou tous les critères suivants :

- Le suivi de la volumétrie des opérations par intermédiaires de marchés ;
- L'analyse du risque de contrepartie et son évolution (une distinction est faite entre les intermédiaires « courtiers » et les « contreparties ») ;
- La nature de l'instrument financier, le prix d'exécution, le cas échéant le coût total, la rapidité d'exécution, la taille de l'ordre ;
- Les remontées des incidents opérationnels relevés par les gérants ou le middle-office.

Au terme de cette évaluation, le Groupe Ofi Invest peut réduire les volumes d'ordres confiés à un intermédiaire de marché ou le retirer temporairement ou définitivement de sa liste de prestataires autorisées. Cette évaluation pourra prendre appui sur un rapport d'analyse fourni par un prestataire indépendant.

L'objectif recherché est d'utiliser dans la mesure du possible les meilleurs prestataires dans chaque spécialité (exécution d'ordres et aide à la décision d'investissement/désinvestissement).

Frais d'intermédiation

Conformément à l'article 321-122 du Règlement Général de l'AMF, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation est disponible sur le site Internet à l'adresse suivante :

https://www.ofi-invest-am.com/pdf/documents/CR-frais-d-intermediation_abeille-AM.pdf

Méthode choisie par la société de gestion pour mesurer le risque global de l'OPC

La méthode de calcul du risque global du FCP sur les instruments financiers à terme est celle du calcul de l'engagement telle que définie par le Règlement général de l'AMF.

Informations relatives à l'ESMA

Opérations de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts) :

Cette information est traitée dans la section « Informations relatives à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – Règlement SFTR ».

Les contrats financiers (dérivés OTC) :

- Change : 23 328 423,21 euros
- Taux : Pas de position au 29/09/2023
- Crédit : Pas de position au 29/09/2023
- Actions – CFD : Pas de position au 29/09/2023
- Commodities : Pas de position au 29/09/2023

Les contrats financiers (dérivés listés) :

- Futures : 415 125 498,5 euros
- Options : Néant.

Les contreparties sur instruments financiers dérivés OTC :

- SOCIETE GENERALE
- CREDIT AGRICOLE CIB

Informations relatives à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – Règlement SFTR

Sur l'exercice clos au 29/09/2023, Afer Diversifié Durable ISR n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

Partie qualitative :

Préambule

La politique de rémunération conduite par le groupe Ofi Invest participe à l'atteinte des objectifs que ce dernier s'est fixé en qualité de groupe d'investissement responsable au travers de son plan stratégique de long terme, dans l'intérêt de ses clients, de ses collaborateurs et de ses actionnaires. Cette politique contribue activement à l'attraction de nouveaux talents, à la fidélisation et à la motivation de ses collaborateurs, ainsi qu'à la performance de l'entreprise sur la durée, tout en garantissant une gestion appropriée du risque.

La politique de rémunération est définie par le directeur général d'Ofi Invest et validée annuellement par le Comité des Nominations et Rémunérations d'Ofi Invest qui s'assure de sa mise en œuvre. Celui-ci est composé des représentants des actionnaires, le Directeur Général d'Ofi Invest et le Directeur des Ressources Humaines étant des invités permanents. La politique de rémunération et son application font l'objet d'une revue annuelle du directeur des Risques et de la Conformité d'Ofi Invest afin de s'assurer de sa conformité au regard des réglementations en vigueur.

Le Comité des Nominations et Rémunérations est l'un des Comités spécialisés du Conseil d'administration d'Ofi Invest. Il détermine notamment le cadre pour établir la politique de rémunération sur proposition du Directeur général d'Ofi Invest et les dirigeants des filiales concernées. Il notifie ses recommandations et propositions au Conseil d'administration concerné, lequel arrête la Politique de rémunération ainsi que son application pour chaque exercice.

En cas de délégation de gestion financière octroyée à une société de gestion tierce, chaque société veillera à ce que tout délégataire soit régi par des dispositions réglementaires en matière de rémunération similaires à celles qui lui sont applicables.

Principes

La rémunération globale se compose des éléments suivants :

Une rémunération fixe qui rémunère la capacité à tenir un poste de façon satisfaisante et le cas échéant une rémunération variable qui vise à reconnaître la performance collective et individuelle, dépendant d'objectifs définis en début d'année et fonction du contexte et des résultats de l'entreprise mais aussi des contributions et comportements individuels pour atteindre ceux-ci.

Rémunération fixe

La rémunération fixe représente la proportion majoritaire de la rémunération globale versée décorrélée de la performance des fonds gérés. Elle est suffisamment importante pour rémunérer chaque collaborateur au regard des obligations liées à la définition de son poste, au niveau de compétence requis, à la responsabilité exercée et à l'expérience acquise. Par ailleurs, le niveau des rémunérations fixes est en ligne avec les pratiques de marché en vigueur dans le secteur d'activité de gestion d'actifs en France. La rémunération fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale et n'incite pas à une prise de risque excessive des collaborateurs. La rémunération fixe est versée en numéraire mais également, le cas échéant, sous forme d'avantages en nature tels que : voitures de fonction, logement. Chaque année une enveloppe d'évolution de la rémunération fixe est arrêtée, laquelle prend en considération le niveau d'augmentation de l'inflation.

Rémunération variable

La politique de rémunération variable est déterminée de manière à éviter des situations de conflit d'intérêts ainsi que pour prévenir, par les modalités mises en place à ce titre, des prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des clients. La politique de rémunération mise en œuvre repose sur les dispositions de la directive AIFMD et intègre les spécificités de la Directive OPCVM 5 et MIFID 2 ainsi que du règlement SFDR en matière de rémunération. Ces directives poursuivent plusieurs objectifs :

- Décourager la prise de risque excessive au niveau des OPC et des sociétés de gestion ;
- Aligner à la fois les intérêts des investisseurs, des gérants OPC et des sociétés de gestion ;
- Réduire les conflits d'intérêts potentiels entre commerciaux et investisseurs ;
- Intégrer les risques de durabilité.

Pour rappel, les risques de durabilité sont définis par le règlement SFDR comme « un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement ». Cette politique de rémunération s'attache à mettre en œuvre des principes communs notamment en matière de risques de durabilité sachant que chaque structure de gestion dispose de sa propre politique de rémunération. Cette rémunération variable est à la fois individuelle (primes) et collective pour les sociétés signataires d'accords d'intéressement et/ou participation. Seule la rémunération variable individuelle est traitée dans cette politique de rémunération.

Dans un souci de clarté, le terme rémunération variable s'entend comme une référence à la rémunération variable individuelle. La partie variable de la rémunération n'est pas uniquement liée à la performance des portefeuilles et n'encourage pas une prise de risque incompatible avec les profils de risques y compris les risques en matière de durabilité (par exemple les risques en matière de gouvernance tels que l'éthique des affaires..., mais aussi les risques physiques et de transition liés au changement climatique, etc.). La partie variable tient également compte d'éléments relatifs à la Responsabilité Sociale des Entreprises et en particulier de la qualité de l'Index Egalité Homme/Femme.

Personnel identifié

Dans chacune des sociétés concernées, l'identification des personnes concernées par le dispositif se fait en deux temps :

- Tout d'abord une sélection large par la fonction ;
- Ensuite une réduction de cette liste par application d'un filtre quantitatif qui exclut les personnes bénéficiant d'une part variable inférieure à un seuil (en relatif ou en absolu). En effet le régulateur cherche avant tout à encadrer les rémunérations variables significatives.

La première étape consiste donc à identifier les personnes de la société de gestion concernées par ces dispositions : ce sont toutes celles qui participent à la prise de risque au niveau des fonds, des mandats ou de la société de gestion, indépendamment de la nature du fonds (FIA ou UCITS) :

- Preneurs de risques (Gérants, Directeur de la Gestion) ;
- Dirigeants CODIR OFI Invest, COMEX Ofi Invest AM et dirigeants des filiales (Ofi Invest Lux et Ofi Invest IS) ;
- Responsables des fonctions de contrôle (RM, MO, DCCI, audit, juridique et DAF, RH, DSI) ;
- Personnels assimilés : toutes celles qui n'appartiennent pas aux catégories précédentes mais qui ont un niveau de rémunération variable équivalent. Le critère quantitatif sera variable > 30% du fixe (en brut) ;
- Enfin, au titre des recommandations MIFID (annexe II), les commerciaux.
- Au titre de la réglementation des entreprises d'investissements, la table de négociation (Ofi Invest IS) et la Compagnie Holding d'Investissement (CHI) Ofi Invest.

Détermination de l'enveloppe de rémunération variable

En ce qui concerne la rémunération variable, la répartition s'effectue en quatre temps, en cascade :

1. L'enveloppe globale est validée en tenant compte des résultats financiers de la société et ce d'autant plus si l'enveloppe de la rémunération variable porte le résultat à un résultat négatif. Elle tient compte des frais de surperformance et du résultat d'exploitation fixe. Cela relève d'une répartition de richesse entre les salariés et les actionnaires de la société. Ce point est apprécié en fonction de la rentabilité globale de la société.
2. Cette enveloppe globale est ensuite partagée en deux masses :
 - La part des frais de gestion liés à la performance qui revient aux équipes de gestion qui génèrent ces frais de gestion : cette première part est distribuée aux personnes concernées selon les règles proposées ci-dessous, en fonctions de critères quantitatifs et qualitatifs, conformément aux directives AIFM et OPCVM 5. Il est à noter que l'évolution de la réglementation va réduire considérablement la possibilité de percevoir de tels frais.
 - Le complément, constitué du reste.
3. Ce complément est ensuite réparti entre les unités opérationnelles en prenant en compte, entre autres, leur rentabilité, la performance des fonds dans leur univers concurrentiel, leur intérêt stratégique...
4. Pour chaque unité opérationnelle, les managers répartissent les enveloppes de façon discrétionnaire mais en prenant en compte :
 - Les objectifs fixés aux salariés ;
 - Leur contribution aux risques opérationnels ;
 - Le respect des objectifs SFDR ;
 - Et, pour les gérants d'OPC, le couple rendement / risque des fonds gérés.
 - Pour les gérants mandats : satisfaction du mandant sur la prestation de gestion, la performance financière sous contrainte comptable/ratio/réglementaire.

Nature de la rémunération variable

Le personnel identifié peut être amené à percevoir une rémunération variable en numéraire et en instruments tels que définis ci-après.

Modalités de versement

L'attribution de rémunération variable est discrétionnaire et est fondée sur des critères à la fois quantitatifs et qualitatifs variant selon les fonctions dans l'entreprise et les responsabilités des personnes : pour les preneurs de risques, le couple rendement / risque des fonds doit être retenu comme critère quantitatif.

Critères

Personnel concerné	Critères quantitatifs	Critères qualitatifs
Preneurs de risques	<p>Dispositions relatives aux FGV</p> <ul style="list-style-type: none">• Périmètre : les éléments ci-dessous ne se rapportent qu'à la part des FGVs revenant aux preneurs de risques.• Méthode :<ul style="list-style-type: none">o On procède au classement de chaque fonds dans son groupe témoin, selon la même approche que la veille concurrentielle. Ce groupe témoin sera établi conjointement par le marketing, les gérants, les multi-gérants et les directeurs de gestion. Les groupes témoins identifiés à ce jour devront être élargis, en restant toutefois plus resserrés et plus précis que l'univers Europerformance. Ils feront l'objet d'une mise à jour au moins annuelle.o Quatre horizons : 1 an, 2, 3 et 4 ans glissants.	<ul style="list-style-type: none">• la réalisation d'objectifs (par exemple, ceux fixés par le responsable hiérarchique dans l'évaluation annuelle du collaborateur) ;• l'observation de la politique de gestion des risques ;• la conformité avec les règlements internes ou externes... ;• le suivi des process de gestion. <p>En ce qui concerne la contribution des preneurs de risques aux risques opérationnels supportés par les enveloppes de gestion et leurs gérants, on retiendra les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Risques réglementaires :<ul style="list-style-type: none">o Nouveaux types d'opérations : toute opération d'un nouveau type ou sur un nouveau marché sans vérification préalable

	<p>o Mesures : performances, volatilité historique, ratio de sharpe2, M2 ou bien ratio d'information, selon les classes d'actifs.</p> <p>Dispositions relatives à la prise en compte des risques de durabilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etablissement d'un score ESG pour les OPC et mandats classés article 8 ou 9 en vertu du règlement SFDR mesuré à chaque fin d'année et mise en œuvre d'un suivi de ce dernier 	<p>o Dépassements de ratios financiers et extra-financiers avérés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques opérationnels : <ul style="list-style-type: none"> o Ouvertures de comptes titres ou espèces sans accord opérationnel. o Saisie tardive : toute transaction saisie après la date d'opération (sauf US ou primaire); non- respect des cut off OPC. o O.S.T : Toute position vendue, alors que celle-ci est bloquée pour cause de participation à une O.S.T. o Toute opération effectuée qui entraîne un découvert titre en date de règlement. • Risques fiscaux : <ul style="list-style-type: none"> o Incident fiscal généré par une méconnaissance de la réglementation ou bien de la fiscalité locale. • Risques de durabilité : <ul style="list-style-type: none"> o Respect des process extra-financier o Respect des critères extra-financiers prévus dans les stratégies d'investissement le cas échéant, des fonds et des mandats. <p>Cette information devra comporter une analyse détaillée pour chaque gérant ou fonds à fréquence au moins annuelle</p>
Dirigeants	<p>Les critères d'attribution de bonus pour les dirigeants (présentés ci-dessous) s'apprécient sur la durée, il s'agit à la fois des performances de l'année et de leur tendance d'évolution à moyen terme, notamment pour ce qui relève de la satisfaction des clients, de la performance des produits et de l'amélioration des services fournis à la clientèle. Les critères retenus se rapportent à la performance globale de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evolution du bénéfice d'exploitation ; • Réalisation d'objectifs stratégiques : <ul style="list-style-type: none"> o croissance des actifs ; o parts de marché ; o amélioration du mix produit ; o diversification produits ; o diversifications géographique... • Respect des valeurs du groupe • Critères RSE • Image, notoriété... 	<p>Evaluation ad hoc (360 ou autre)</p> <p>Ces critères sont ceux repris dans le rapport RSE à savoir les quatre piliers Social, Gouvernance, Environnement et Sociétal.</p>
Resp. fonctions de contrôle	<p>Sur le plan quantitatif, l'approche par les KRI (Key Risk Indicators) pourra être retenue, fondés sur des objectifs propres, indépendant des métiers qu'ils contrôlent.</p>	<p>Les critères retenus sont sous l'angle des risques opérationnels, réglementaires et réputationnels.</p>
Les commerciaux	<p>Collecte ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evolution du chiffre d'affaires ; • Taux de pénétration ; • Réussites de campagne ; • Nouveaux clients... 	

Modalités de versement

Part de rémunération variable versée en numéraire et en instruments financiers	<p>Pour les personnes dont la rémunération variable est inférieure à 200k€ ou bien à 30% du salaire fixe, celle-ci est versée immédiatement et en totalité en cash.</p> <p>Pour les autres :</p> <p>Une part (60%) est versée immédiatement en cash et en instruments, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50% de la rémunération variable est versée en numéraire en année 0 (à la fin du premier trimestre par exemple) sur la base des résultats de l'année précédente ; • 10% est alloué sous forme « d'instrument ». La période de rétention est fixée à six mois (déblocage donc à la fin du troisième trimestre)
Proportion de rémunération variable reportée	<p>Les 40% restant seront versés sous forme d'instrument, et libérés par tranches égales, au cours des trois années suivantes, sans période de rétention. Cette allocation pourra faire l'objet de révision à la baisse en fonction de l'évolution des critères quantitatifs et qualitatifs au cours des années suivantes (notion de malus).</p> <p>Le principe d'un ajustement ex post à la hausse (notion de bonus) est exclu par le régulateur</p>
Durée de report	3 ans.
Politique de rétention / restitution (claw back)	<p>La durée de rétention des instruments versés en année 0 est fixée à six mois.</p> <p>Il n'existe pas de durée de rétention pour les instruments versés au cours des trois années suivantes.</p>

Malus	<p>Le malus résulte d'un ajustement au risque explicite a posteriori.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La répartition faite en « Année 0 » sur la base des résultats de l'année écoulée peut être modifiée ex post en Année 1, 2 et 3 si les des résultats obtenus viennent effacer tout ou partie des performances observées en Année 0. • La méthode retenue consiste à mesurer les performances du fonds sur les deux années, puis les trois et quatre années écoulées de la période de report en utilisant la même méthode que celle appliquée à la première année. • Le malus dépendra alors de l'évolution du classement (changement de quantile) par rapport à la situation initiale, au sein de l'univers concurrentiel. • Un malus sera par ailleurs appliqué dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> o Comportement frauduleux ou erreur grave ; o Non- respect des limites de risques ; o Non-respect des process ; o Départ de la personne. <p>Le principe d'un ajustement ex post à la hausse (notion de bonus) est exclu.</p>
-------	---

Instruments

La part non versée en numéraire est versée sous forme d'« instruments ». Ces instruments varient selon les catégories de personnel et permettent de réaliser l'alignement des risques entre les différentes parties (OPC, SGP et preneurs de risques) :

✓ Instruments pour les preneurs de risques et personnels assimilés

Les instruments doivent refléter l'évolution du (ou des) OPC(s) gérés ou, plus largement, l'évolution de la classe d'actif à laquelle il appartient. Pour les preneurs de risques (et assimilés), la part versée en instrument sera ainsi constituée d'une provision d'un montant indexé sur l'alpha moyen pondéré par les encours des fonds du panier déterminé. Dans tous les cas, le montant de ces enveloppes évolue donc à la hausse ou à la baisse en fonction des performances relatives des fonds.

✓ Instruments pour les dirigeants et autres personnels assimilés

Pour les autres catégories de personnel, les instruments seront constitués de provisions dont le montant sera indexé sur un panier global.

Un plan d'incitation Long Terme

C'est un plan de rémunération variable à 3 ans qui peut permettre de reconnaître, via l'octroi d'un certain nombre de « Phantom stock », pour les cadres identifiés, la performance long terme de ces bénéficiaires, qui, « du fait de leurs responsabilités, contribuent de manière directe au développement de la valeur du groupe et à ses résultats sur le moyen/long terme ». Les Phantom Stocks sont des actions virtuelles miroirs de la valeur réelle de l'action de la société. Elles donnent aux attributaires l'opportunité de bénéficier de l'appréciation des actions de leur société, sans pour autant en devenir, à aucun moment, actionnaire.

Partie quantitative :

Au titre de l'exercice 2022, le montant des sommes versées par Abeille Asset Management à ses collaborateurs au titre de leur rémunération fixe s'élevait à 14 616 399 euros, hors charges patronales. Le montant global de rémunération variable alloué au titre de l'exercice 2022 à l'ensemble des 157 salariés d'Abeille Asset Management (et payable postérieurement à la clôture de cet exercice aux conditions et modalités fixées par la Politique de Rémunération) s'élevait à 4 389 933 euros, hors charges patronales.

Le montant de rémunération variable alloué au titre de ce même exercice à des salariés entrant dans le cadre du dispositif de rémunération variable, mis en place en application de la directive 2014/91/UE (Directive OPCVM V), et de la directive 2011/61/UE (Directive AIFM), et soumis à différé partiel, s'élevait à 0 euros.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables) versées sur l'exercice 2022, 2 171 123 euros concernaient les « cadres Supérieurs » (soit 9 personnes au 31 décembre 2022), 3 397 173 euros concernaient les « Gérants et Responsables de Gestion » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risques des fonds gérés (soit 27 personnes au 31 décembre 2022).

Modèle d'informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
Afer Diversifié Durable ISR

Identifiant d'entité juridique :
969500PRTGO5F6GJ3N86

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par **investissement durable** on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause pas de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852 qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste d'activités économique durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental** : ____ %

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé un minimum d'**investissements durables ayant un objectif social** : ____ %

Non

Il **promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectifs d'investissement durable, il présentait une proportion de ____ % d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **n'a pas réalisé d'investissements durables**

Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Le Fonds Afer Diversifié Durable ISR (ci-après le « **Fonds** ») a fait la promotion des caractéristiques environnementales et sociales grâce à la mise en place de deux démarches systématiques :

1. Les exclusions normatives et sectorielles ;
2. L'intégration ESG par le biais de différentes exigences.

En effet, ce Fonds labellisé ISR a suivi une approche « Best-in-Class » permettant d'exclure 20% des émetteurs de chaque secteur de l'univers d'investissement les moins vertueux en termes de pratique ESG et de ne garder en portefeuille que les entreprises intégrant des pratiques ESG. Il a également respecté les exigences du label ISR concernant le suivi des indicateurs de performance.

● *Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?*

Au 29 septembre 2023, les performances des indicateurs de durabilité permettant de mesurer l'atteinte des caractéristiques environnementales et sociales du Fonds sont les suivantes :

- **Le score ESG** : le score ESG du portefeuille a atteint **7,67** sur 10 ;
- **Le pourcentage d'entreprises les moins performantes en ESG exclues selon l'approche « Best-in-Class »** : 20%.

En outre, dans le cadre du Label ISR attribué au Fonds, les deux indicateurs ESG suivants promouvant des caractéristiques sociales et environnementales ont été pilotés au niveau du Fonds et de son univers ISR. Leur performance respective au 29 septembre 2023 sont les suivantes :

- **L'intensité carbone** : l'intensité carbone du portefeuille représente **96,12** tonnes d'émissions de CO2 équivalent par million de dollars de chiffre d'affaires par rapport à son univers ISR dont l'intensité carbone représente **129,58** tonnes d'émissions de CO2 équivalent par million de dollars de chiffre d'affaires.
- **La part de membres indépendants au sein du Conseil d'administration** : la part de membres indépendants au sein des organes de gouvernance est de **59,85%** par rapport à son univers dont la part est de **51,92%**.

Le suivi des indicateurs, mentionnés précédemment, dans les outils de gestion permet d'affirmer qu'il n'y a pas eu de variations significatives des performances des indicateurs tout au long de la période de reporting considérée, entre le 1er octobre 2022 et le 29 septembre 2023.

Pour plus d'informations sur ces indicateurs de durabilité et leur méthode de calcul, veuillez-vous référer au prospectus et à l'annexe précontractuelle du Fonds.

● *... et par rapport aux périodes précédentes ?*

Au 30 septembre 2022, les performances des indicateurs de durabilité permettant de mesurer l'atteinte des caractéristiques environnementales et sociales du Fonds sont les suivantes :

- Le score ESG a atteint les **7,57** sur 10 ;
- Le pourcentage d'entreprises les moins performantes en ESG exclues selon l'approche Best-in-Class : **20 %**.

De plus, dans le cadre du Label ISR attribué au Fonds, trois indicateurs ESG correspondant aux caractéristiques sociales et environnementales promues avaient été particulièrement suivis. Leurs performances respectives au 30 septembre 2022 ont été les suivantes :

1. **L'intensité carbone** a représenté **111,9 tonnes** d'émissions de CO2 équivalent par million de dollars de chiffre d'affaires et par millions de dollars de Produit Intérieur Brut ;
2. **La part des employés couverts par une convention collective** a atteint **65,8%** des employés ;
3. **La part d'émetteurs faisant l'objet de controverses considérées comme violant au moins un des 10 principes du Pacte mondial** était de **0%**.

● *Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?*

Non applicable.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?

Non applicable.

- Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

- Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ? Description détaillée :

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.

Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Indicateur d'incidence négative	Élément de mesure	Incidences [année n]	Incidences [année n-1]	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante	
Indicateurs climatiques et autres indicateurs liés à l'environnement						
Emissions de gaz à effet de serre	1. Emissions de GES	Emissions de GES de niveau 1	55,60 Teq CO2	NA		
		Taux de couverture = 60,85%		NA		
		Emissions de GES de niveau 2	15,72 Teq CO2	NA		
		Taux de couverture = 60,85%		NA		
	Emissions de GES de niveau 3	1189,61 Teq CO2	NA			
	Taux de couverture = 59,46%		NA			
2. Empreinte carbone	Empreinte carbone (Émissions de GES de niveaux 1, 2 et 3 / EVIC)	Emissions totales de GES	1261,02 Teq CO2	NA		
		Taux de couverture = 59,4%		NA		
			1261,46 Teq CO2/million d'EUR	NA		

			Taux de couverture = 59,46%			
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements (Émissions de GES de niveaux 1, 2 et 3 / CA)	1358,08 Teq CO2/million d'EUR)	NA		
			Taux de couverture = 60,01%	NA		
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	9,70 %	NA		
			Taux de couverture = 61,02%	NA		
	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires des investissements qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimées en pourcentage du total des ressources d'énergie	- Part d'énergie non renouvelable consommée = 62,11%	NA		
			Taux de couverture = 56,58%	NA		
			- Part d'énergie non-renouvelable produite = 53,92 %	NA		
			Taux de couverture = 2,84%	NA		
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	0,56 GWh/million d'EUR	NA		
			Taux de couverture = 34,76 %	NA		
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	3,76%	NA		
			Taux de couverture = 58,50%	NA		
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0,0 (T/million d'EUR CA)	NA		
			Taux de couverture = 15,11%	NA		
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	1,08 (Tonnes)	NA		
			Taux de couverture = 60,05%	NA		
Indicateurs liés aux questions sociales, de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et les actes de corruption						

Les questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	5,39 %	NA			
			Taux de couverture = 58,50%	NA			
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations	« PAI non couvert »	NA			
			« PAI non couvert »	NA			
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	11,89	NA			
			Taux de couverture = 36,23%	NA			
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	41,02%	NA			
			Taux de couverture = 63,31%	NA			
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	0,0%	NA			
			Taux de couverture = 63,09%	NA			
	Indicateurs supplémentaires liés aux questions sociales et environnementales						
	Eau, déchets et autres matières	Investissements dans des sociétés productrices de produits chimiques	Part d'investissement dans des entreprises produisant des produits chimiques	0%	NA		
				Taux de couverture = 64,18%	NA		
	Lutte contre la corruption et les actes de corruption	Insuffisance des mesures prises pour remédier au non-respect de normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement dans des entités n'ayant pas pris de mesures suffisantes pour remédier au non-respect de normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption	« PAI non couvert »	NA		
« PAI non couvert »				NA			
Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains ou supranationaux							

Environnement	15. Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement	185,31 (Teq CO2/million d'EUR)	NA		
			Taux de couverture = 19,24%	NA		
Social	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national	0	NA		
			Taux de couverture = 20,90%	NA		

Pour plus d'information, veuillez-vous référer à la « Déclaration relative aux Principales Incidences Négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité » disponible sur le site Internet de la Société de Gestion : <https://www.ofi-invest-am.com/finance-durable>.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

Au 29 septembre 2023, les principaux investissements du Fonds ont été les suivants :

Actif	Poids	Pays	Secteur
ASML HOLDING NV	2,0%	Pays-Bas	Industrie
ITALY (REPUBLIC OF)	1,9%	Italie	Obligations d'Etat
ITALY (REPUBLIC OF) RegS	1,9%	Italie	Obligations d'Etat
LVMH	1,9%	France	Industrie
TOTALENERGIES	1,6%	France	Industrie
CAISSE AMORTISSEMENT DE LA DETTE S RegS	1,6%	France	Agences
SAP	1,4%	Allemagne	Industrie
FRANCE (REPUBLIC OF) RegS	1,4%	France	Obligations d'Etat
SANOFI SA	1,3%	France	Industrie
BNP PARIBAS SA	1,2%	France	Institutions Financieres
SCHNEIDER ELECTRIC	1,2%	France	Industrie
KFW MTN RegS	1,2%	Allemagne	Agences
AXA SA	1,2%	France	Institutions Financieres
FINLAND (REPUBLIC OF) RegS	1,2%	Finlande	Obligations d'Etat
PORTUGAL (REPUBLIC OF) RegS	1,2%	Portugal	Obligations d'Etat

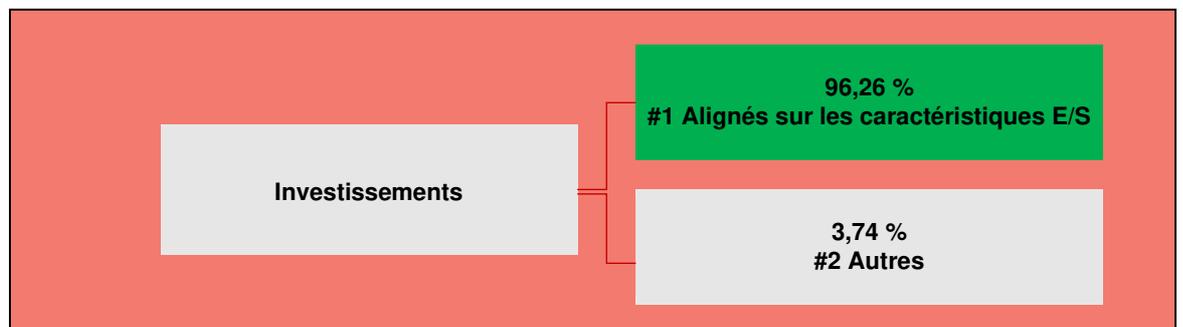
La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir :



L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

● Quelle était l'allocation des actifs ?



Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine intégralement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

Au 29 septembre 2023, le Fonds a eu **96,26 %** de son actif net constitué d'investissements contribuant à la promotion des caractéristiques environnementales et sociales (#1 Alignés avec les caractéristiques E/S).

Le Fonds a eu **3,74 %** de son actif net appartenant à la poche #2 Autres. Celle-ci est constituée de :

- **0,71%** de liquidités ;
- **0%** de dérivés ;
- **3,03%** de valeurs ou des titres en portefeuille ne disposant pas d'un score ESG.

Le Fonds a donc respecté l'allocation d'actifs prévue :

- Un minimum de 80% de l'actif net du fonds appartenant à la poche #1 Alignés avec les caractéristiques E/S ;
- Un maximum de 20% des investissements appartenant à la poche #2 Autres, dont 10% maximum de valeurs ou de titres ne disposant pas d'un score ESG et 10% maximum liquidités et de produits dérivés.

● Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

Au 29 septembre 2023, la décomposition sectorielle des actifs investis est la suivante :

Secteurs	Poids
Obligations d'entreprises	64,0%
Industrie	38,5%
Institutions Financières	20,9%
Services aux collectivités	4,6%
Obligations d'Etat	19,2%
Obligations Souveraines & assimilées	16,7%
Agences	11,7%
Autorités locales	2,7%
Supranational	2,3%
Souverain	0,0%
Fonds	0,1%



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Au 29 septembre 2023, la part des investissements durables ayant un objectif environnemental alignés à la Taxinomie en portefeuille est nulle.

● Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE1 ?

Oui

- Dans le gaz fossile
- Dans l'énergie nucléaire

Non

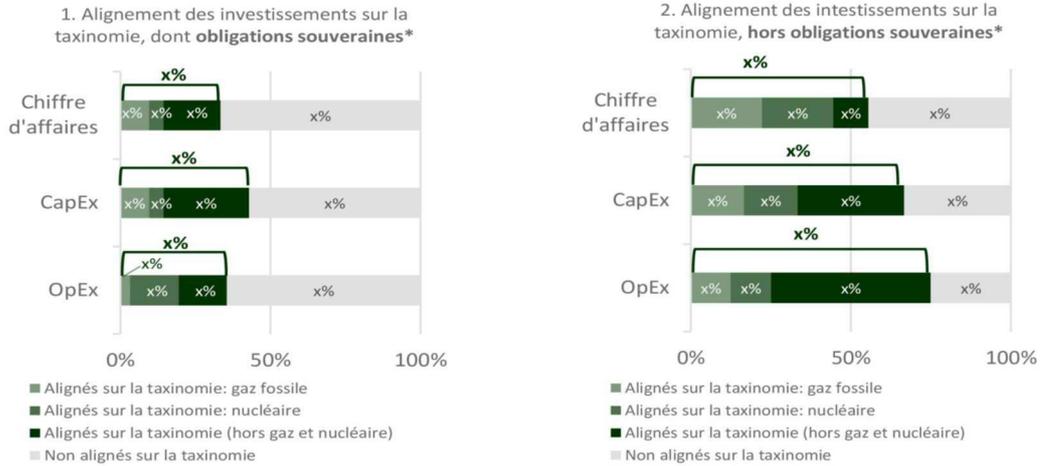
¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE – voir la note explicative dans la marche de gauche.

L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part de revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;
- des **dépenses d'investissement (CapEx)** pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie plus verte par exemple ;
- des **dépenses d'exploitation (OpEx)** pour refléter les activités opérationnelles vertes

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



Ce graphique représente x% des investissements totaux.

* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

● **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?**

Au 29 septembre 2023, la part des investissements dans des activités transitoires et habilitantes en portefeuille est nulle.

● **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

Au 29 septembre 2023, la part d'investissements alignés sur la taxinomie est restée nulle.

Le symbole représente des investissements durable ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.



● **Quelle était la proportion minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?**

Non applicable.



● **Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?**

Non applicable.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquent-elles à eux ?

Ces investissements, qui n'ont été effectués que dans des situations spécifiques ont consisté en :

- Des liquidités et des produits dérivés se limitant à des situations spécifiques pour permettre de se couvrir ou de s'exposer ponctuellement aux risques du marché ;
- Des valeurs ou des titres ne disposant pas d'un score ESG.

Bien que cette catégorie ne dispose pas d'une notation ESG et qu'aucune garantie minimale environnementale et sociale n'ait été mise en place, son utilisation n'a pas eu pour conséquence de dénaturer significativement ou durablement les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par le Fonds.



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Afin de respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence, toutes les données ESG ont été mises à disposition des gérants dans les outils de gestion et les différentes exigences ESG ont été paramétrées et suivies dans ces mêmes outils.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence durable ?

Non applicable.

- **En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large ?**

Non applicable.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?**

Non applicable.

- **Quelle a été la performance de ce produit par rapport à l'indice de référence ?**

Non applicable.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?**

Non applicable

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
OFI Invest Asset Management

22 Rue Vernier
75017 Paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 29 septembre 2023

AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
OFI Invest Asset Management

22 Rue Vernier
75017 Paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 29 septembre 2023

Aux porteurs de parts du FCP AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif AFER DIVERSIFIE DURABLE ISR constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 29 septembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er octobre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 16 janvier 2024

Le Commissaire aux Comptes
Deloitte & Associés

The image shows a blue shield icon with a white checkmark on the left, and a handwritten signature in black ink on the right. The signature appears to be 'O. Galienne'.

Olivier GALIENNE

Bilan au 29 septembre 2023 (en euros)

BILAN ACTIF

	29/09/2023	30/09/2022
Immobilisations nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	578 400 734,24	555 235 067,32
Actions et valeurs assimilées	204 583 049,21	194 608 322,80
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	204 583 049,21	194 608 322,80
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées	308 955 130,95	304 997 090,23
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	308 955 130,95	304 997 090,23
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances	5 480 998,89	-
Négoziés sur un marché réglementé ou assimilé	5 480 998,89	-
Titres de créances négociables	-	-
Autres titres de créances	5 480 998,89	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Organismes de placement collectif	57 402 007,60	52 961 064,29
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	57 402 007,60	52 961 064,29
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Contrats financiers	1 979 547,59	2 668 590,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 979 547,59	2 668 590,00
Autres opérations	-	-
Autres instruments financiers	-	-
Créances	28 804 587,49	1 468 977,37
Opérations de change à terme de devises	23 328 423,21	-
Autres	5 476 164,28	1 468 977,37
Comptes financiers	652 173,77	6 395 636,02
Liquidités	652 173,77	6 395 636,02
Total de l'actif	607 857 495,50	563 099 680,71

Bilan au 29 septembre 2023 (en euros)

BILAN PASSIF

	29/09/2023	30/09/2022
Capitaux propres		
Capital	514 346 107,18	478 341 668,90
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	28 138 510,67	33 613 321,27
Report à nouveau (a)	41 445 404,90	41 495 270,38
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	-7 278 550,50	-4 407 398,10
Résultat de l'exercice (a, b)	4 320 044,12	3 689 679,35
Total des capitaux propres	580 971 516,37	552 732 541,80
(= Montant représentatif de l'actif net)		
Instruments financiers	1 979 547,63	2 553 570,01
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Contrats financiers	1 979 547,63	2 553 570,01
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 979 547,63	2 553 570,01
Autres opérations	-	-
Dettes	24 906 431,50	7 813 567,95
Opérations de change à terme de devises	22 866 597,46	-
Autres	2 039 834,04	7 813 567,95
Comptes financiers	-	0,95
Concours bancaires courants	-	0,95
Emprunts	-	-
Total du passif	607 857 495,50	563 099 680,71

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

Hors bilan (en euros)

	29/09/2023	30/09/2022
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	127 044 500,00	9 832 790,00
ACTIONS	-	9 832 790,00
VENTE - FUTURE - Marche a terme ferme	-	9 832 790,00
TAUX	127 044 500,00	-
VENTE - FUTURE - EURO BOBL	1 620 500,00	-
VENTE - FUTURE - EURO BUND	125 424 000,00	-
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	288 080 998,50	203 979 881,40
ACTIONS	11 603 040,00	14 606 716,40
ACHAT - FUTURE - EURO STOXX 50	11 603 040,00	-
ACHAT - OPTION - Marche a terme conditionnel	-	14 606 716,40
TAUX	276 477 958,50	189 373 165,00
ACHAT - FUTURE - EURO BUND	13 507 200,00	-
ACHAT - FUTURE - EURO BUXL	17 864 560,00	-
ACHAT - FUTURE - EURO SCHATZ	192 131 700,00	-
ACHAT - FUTURE - LONG GILT	52 974 498,50	-
ACHAT - FUTURE - Marche a terme ferme	-	189 373 165,00
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-

Compte de résultat (en euros)

	29/09/2023	30/09/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	173 810,44	600,93
Produits sur actions et valeurs assimilées	6 841 001,04	6 967 533,52
Produits sur obligations et valeurs assimilées	3 276 071,23	3 221 395,12
Produits sur titres de créances	205 391,37	-
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Produits sur contrats financiers	-	-
Autres produits financiers	-	-
Total (I)	10 496 274,08	10 189 529,57
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Charges sur contrats financiers	-	-
Charges sur dettes financières	18 605,53	26 832,78
Autres charges financières	-	14 545,19
Total (II)	18 605,53	41 377,97
Résultat sur opérations financières (I - II)	10 477 668,55	10 148 151,60
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	5 155 573,15	5 415 499,67
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)	5 322 095,40	4 732 651,93
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-46 587,95	-1 052,55
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	955 463,33	1 041 920,03
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)	4 320 044,12	3 689 679,35

ANNEXE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'OPC s'est conformé aux règles comptables prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-01 modifié, relatif au plan comptable des OPC à capital variable.

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la Société de Gestion.

La devise de la comptabilité du fonds est l'euro.

La valeur liquidative est calculée quotidiennement, chaque jour de bourse à Paris et à New York, à l'exception des jours fériés légaux en France n'étant pas un vendredi (ainsi, la valeur liquidative est calculée les jours fériés qui sont un vendredi, à condition que les Bourses de Paris et de New York soient ouvertes).

Les comptes relatifs au portefeuille-titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus.

Toute sortie génère une plus-value ou une moins-value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

Les coupons courus sur TCN sont pris au jour de la date de valeur liquidative.

L'OPC valorise son portefeuille-titres à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché, de méthodes financières. La différence valeur d'entrée – valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en « différence d'estimation du portefeuille ».

Description des méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme ferme et conditionnelles

Les sources d'information retenues pour l'évaluation courante des instruments financiers et valeurs négociés sur un marché réglementé sont par ordre de priorité : IBOXX, BGN ou ICMA ou à défaut, toute autre source d'information publique. Les cours sont extraits en début de matinée du jour ouvré suivant la date de valorisation.

Les instruments financiers et valeurs négociés sur un marché réglementé sont évalués selon les règles suivantes :

Instruments financiers cotés

Les instruments financiers cotés sont évalués au cours de clôture du jour ou au dernier cours connu lors de la récupération des cours en début de matinée le jour ouvré suivant (source : valorisation sur la base d'une hiérarchie de contributeurs donnée par la SGP).

Toutefois, les instruments cotant sur des marchés en continu sont évalués au cours de compensation du jour (source : chambre de compensation)

Les positions ouvertes sur marchés à terme sont évaluées sur la base des cours de compensation du jour.

Toutefois, les instruments qui ne font pas l'objet d'échanges réguliers et/ou pour des volumes significatifs pourront être évalués sur base de la moyenne des contributions (cours demandés) recueillies auprès des sources d'information spécifiées ci-dessus.

OPC et fonds d'investissement non cotés

Sur base de la dernière valeur liquidative fournie par les bases de données financières citées ci-dessus ou à défaut par tout moyen. Cependant, pour la valorisation des OPC dont la valorisation dépend de la société de gestion, la valeur liquidative retenue sera celle du jour de valorisation.

Titres de créance négociables

Les titres de créance négociables (TCN) d'une durée de vie à l'acquisition inférieure ou égale à 3 mois seront amortis linéairement.

Les TCN d'une durée de vie à l'acquisition supérieure à 3 mois seront actualisés à partir d'un taux interpolé sur la base d'une courbe de référence (déterminée en fonction des caractéristiques de chaque instrument détenu), sachant qu'ils seront amortis linéairement dès lors que leur durée de vie résiduelle sera inférieure à 3 mois (source ou taux de marché utilisé : valorisateur sur la base de données de marché).

Le taux est éventuellement corrigé d'une marge calculée en fonction des caractéristiques de l'émetteur du titre.

Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués selon les règles suivantes :

Ces instruments sont évalués à leur valeur probable de négociation déterminée à partir d'éléments tels que : valeur d'expertise, transactions significatives, rentabilité, actif net, taux de marché et caractéristiques intrinsèques de l'émetteur ou tout élément prévisionnel.

Les contrats sont évalués selon les méthodes suivantes :

Les contrats sont évalués à leur valeur de marché compte tenu des conditions des contrats d'origine. Toutefois, les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) dont la durée de vie lors de leur mise en place est inférieure à trois mois sont évalués selon les principes de la méthode « simplificatrice » consistant dans l'évaluation du différentiel d'intérêts sur la période courue.

Les dépôts, autres avoirs créances ou dettes sont évalués selon les méthodes suivantes :

La valeur des espèces détenues en compte, des créances en cours et des dépenses payées d'avance ou à payer est constituée par leur valeur nominale convertie, le cas échéant, dans la devise de comptabilisation au cours du jour de valorisation.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Devises

Les devises au comptant sont valorisées avec les cours publiés quotidiennement sur les bases de données financières utilisées par la Société de Gestion.

Description des engagements hors-bilan

Les contrats à terme ferme figurent au hors-bilan pour leur valeur de marché, valeur égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multipliée par le nombre de contrats multipliée par le nominal et éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent de l'option (quantité x quotité x cours du sous-jacent x delta éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds).

Les engagements sur contrats d'échange de taux ou de devise sont enregistrés en hors-bilan à la valeur nominale ou, en l'absence de valeur nominale, pour un montant équivalent, lors de la transaction initiale.

Comptabilisation des revenus des valeurs à revenus fixes

Les coupons des produits à revenus fixes sont comptabilisés suivant la méthode des intérêts encaissés.

Comptabilisation des frais de transaction

Les frais de transaction sont comptabilisés suivant la méthode des frais exclus.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion fixes

Les frais de gestion sont imputés directement au compte de résultat de l'OPC, lors du calcul de chaque valeur liquidative. Le taux maximum appliqué sur la base de l'actif net hors OPC de la société de gestion ne peut être supérieur à 0,95% TTC.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de mouvement facturées à l'OPC ;
- des frais relatifs aux opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres.

Des frais liés à la recherche au sens de l'article 314-21 du règlement général de l'AMF peuvent être facturés au FCP lorsque ces frais ne sont pas payés à partir des ressources propres de la société de gestion.

En application du décret n°2015-421 du 14 avril 2015, la contribution due à l'AMF au titre du FCP n'est pas prise en compte dans le plafonnement des frais de gestion financière et frais administratifs externes à la Société de Gestion tels que mentionnés ci-dessus ; ladite contribution est partie intégrante des frais courants du FCP.

Description des frais de gestion indirects

Le FCP pouvant être investi jusqu'à 10% en parts ou actions d'OPC, des frais indirects pourront être prélevés mais restent non significatifs.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion variables

Néant

Affectation des sommes distribuables

Sommes distribuables afférentes au résultat net :

La Société de Gestion décide chaque année de l'affectation du résultat net. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

La Société de Gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Justification des changements de méthode ou de réglementation

Néant

Changements comptables soumis à l'information particulière des porteurs

Néant

Justification des changements d'estimation ainsi que des changements de modalités d'application

Néant

Nature des erreurs corrigées au cours de l'exercice

Néant

Evolution de l'actif net de l'OPC (en euros)

	29/09/2023	30/09/2022
Actif net en début d'exercice	552 732 541,80	645 143 136,58
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	7 700 789,85	33 603 179,63
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-29 819 025,32	-16 986 784,66
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	11 960 151,49	11 826 256,48
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-19 146 076,77	-8 502 417,73
Plus-values réalisées sur contrats financiers	36 766 026,84	8 315 286,45
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-37 104 443,67	-16 183 788,27
Frais de transaction	-405 078,32	-191 695,43
Différences de change	397 168,90	1 380 797,27
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	55 525 594,46	-107 923 397,73
Différence d'estimation exercice N	3 105 189,73	
Différence d'estimation exercice N - 1	-52 420 404,73	
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	126 298,09	805 174,49
Différence d'estimation exercice N	551 181,09	
Différence d'estimation exercice N - 1	424 883,00	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-2 129 063,05	-845 753,42
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	5 322 095,40	4 732 651,93
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-955 463,33 ⁽¹⁾	-2 440 103,79
Autres éléments	-	-
Actif net en fin d'exercice	580 971 516,37	552 732 541,80

(1) Dont € 1 399 836.99 d'acompte sur le report à nouveau

Répartition par nature juridique ou économique

Désignation des valeurs	Montant	%
Actif		
Obligations et valeurs assimilées	308 955 130,95	53,18
Obligations Indexées	18 523 799,66	3,19
Obligations Convertibles	-	-
Titres Participatifs	-	-
Autres Obligations	290 431 331,29	49,99
Titres de créances	5 480 998,89	0,94
Les titres négociables à court terme	-	-
Les titres négociables à moyen terme	5 480 998,89	0,94
Passif		
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-
Titres de créances	-	-
Autres	-	-
Hors-bilan		
Taux	403 522 458,50	69,46
Actions	11 603 040,00	2,00
Crédit	-	-
Autres	-	-

Répartition par nature de taux

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	239 193 758,69	41,17	51 237 572,60	8,82	-	-	18 523 799,66	3,19
Titres de créances	5 480 998,89	0,94	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	652 173,77	0,11
Passif								
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition par nature de taux (suite)

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Hors-bilan								
Opérations de couverture	127 044 500,00	21,87	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	276 477 958,50	47,59	-	-	-	-	-	-

Répartition par maturité résiduelle

	< 3 mois	%	[3 mois - 1 an]	%	[1 - 3 ans]	%	[3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	2 971 391,23	0,51	79 290 917,19	13,65	112 581 363,97	19,38	114 111 458,56	19,64
Titres de créances	5 480 998,89	0,94	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	652 173,77	0,11	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif										
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan										
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	1 620 500,00	0,28	125 424 000,00	21,59
Autres opérations	-	-	-	-	192 131 700,00	33,07	-	-	84 346 258,50	14,52

Répartition par devise

	NOK	%	CHF	%	GBP	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-	4 817 565,55	0,83	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances	15 415 100,05	2,65	-	-	2 526 077,93	0,43	-	-
Comptes financiers	-	-	42 198,11	0,01	186 474,48	0,03	129 636,43	0,02

Répartition par devise (suite)

	NOK	%	CHF	%	GBP	%	Autres	%
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	7 890 417,35	1,36	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan								
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	52 974 498,50	9,12	-	-

Débiteurs et créditeurs divers

	29/09/2023
Créances	
Achat à terme de devises	15 415 100,05
Contrepartie vente à terme de devises	7 913 323,16
Dépôt de garantie sur les marchés à terme	5 011 279,93
Collatéral espèces versé	320 000,00
Coupons à recevoir	144 884,35
Total créances	28 804 587,49
Dettes	
Vente à terme de devises	-7 890 417,35
Contrepartie achat à terme de devises	-14 976 180,11
Provision pour frais de gestion fixes à payer	-397 400,31
Collatéral espèces reçu	-460 000,00
Provision commission de mouvement	-24 800,63
Achat à règlement différé	-1 157 633,10
Total dettes	-24 906 431,50
Total	3 898 155,99

Souscriptions rachats

Parts émises	10 230,0000
Parts rachetées	39 352,0000

Commissions

Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

Frais de gestion

Pourcentage de frais de gestion fixes	0,87
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

Engagements reçus et donnés

Description des garanties reçues par l'OPC avec notamment mention des garanties de capital

Néant

Autres engagements reçus et / ou donnés

Néant

Autres informations

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire				
	Néant			
Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie				
Instrument financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan				
	Néant			
Instrument financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine				
	Néant			
Instrument financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou au(x) gestionnaire(s) financier(s) (SICAV) et OPC à capital variable gérés par ces entités				
FRO010596783	OFI INVEST ESG EURO HIGH YIELD IC	65 196,00	110,55	7 207 417,80
FRO011024249	OFI INVEST ISR CRÉDIT BONDS EURO I	3 055,00	1 278,01	3 904 320,55
FRO010815589	OFI INVEST ISR MONÉTAIRE I	10 940,00	1 039,31	11 370 051,40
LU1985004966	SINGLE SELECT PLATFORM OFI INVEST ESG TRANSITION CLIMAT EUROPE K	16 189,00	1 441,13	23 330 453,57
	<i>Sous-total</i>			<i>45 812 243,32</i>

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
	16/03/2023	766 896,08 ⁽²⁾	0,98	-	-
	15/06/2023	796 438,25 ⁽³⁾	1,03	-	-
	14/09/2023	791 965,99	1,03	-	-
Total acomptes		2 355 300,32	3,04	-	-

(2) Dont € 672 990,43 d'acompte sur le report à nouveau

(3) Dont € 726 846,56 d'acompte sur le report à nouveau

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes		-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros)

	29/09/2023	30/09/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	41 445 404,90 ⁽⁴⁾	41 495 270,38
Résultat	4 320 044,12	3 689 679,35
Total	45 765 449,02	45 184 949,73
Affectation		
Distribution	767 697,02	733 073,49
Report à nouveau de l'exercice	44 997 752,00	44 451 876,24
Capitalisation	-	-
Total	45 765 449,02	45 184 949,73
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	767 697,0196	796 819,0196
Distribution unitaire	1,00	0,92
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

(4) Un acompte sur le report à nouveau de € 1 399 836,99 a été payé au cours de l'exercice

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros)

	29/09/2023	30/09/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	28 138 510,67	33 613 321,27
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-7 278 550,50	-4 407 398,10
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	20 859 960,17	29 205 923,17
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	20 859 960,17	29 205 923,17
Capitalisation	-	-
Total	20 859 960,17	29 205 923,17
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	767 697,0196	796 819,0196
Distribution unitaire	-	-

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC au cours des cinq derniers exercices (en euros)

	29/09/2023	30/09/2022	30/09/2021	30/09/2020	30/09/2019
Actif net					
en EUR	580 971 516,37	552 732 541,80	645 143 136,58	554 490 392,81	532 387 412,26
Nombre de titres					
Parts	767 697,0196	796 819,0196	776 619,0196	755 345,0196	686 093,0196
Valeur liquidative unitaire					
en EUR	756,77	693,67	830,70	734,08	775,96
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)					
en EUR	-	-	-	0,22	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)					
en EUR	4,04	3,99	4,26	3,57	4,45
Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques)					
en EUR	-	0,58	-	0,41	0,41
Capitalisation unitaire					
en EUR	-	-	-	-	-

Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2023

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
Dépôts			-	-
Instruments financiers				
Actions et valeurs assimilées			204 583 049,21	35,21
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			204 583 049,21	35,21
AIR LIQUIDE	EUR	33 060,00	5 284 310,40	0,91
ALLIANZ SE-NOM	EUR	22 435,00	5 063 579,50	0,87
ALSTOM	EUR	87 504,00	1 977 590,40	0,34
AMUNDI SA	EUR	31 637,00	1 687 833,95	0,29
ANHEUSER BUSCH INBEV SA/NV	EUR	78 297,00	4 111 375,47	0,71
ASML HOLDING N.V.	EUR	19 082,00	10 668 746,20	1,84
AURUBIS AG	EUR	30 755,00	2 157 155,70	0,37
AXA SA	EUR	219 813,00	6 194 330,34	1,07
BANCO SANTANDER SA	EUR	1 107 659,00	4 008 064,09	0,69
BASF SE	EUR	84 406,00	3 625 237,70	0,62
BEIERSDORF	EUR	25 773,00	3 148 171,95	0,54
BNP PARIBAS	EUR	104 041,00	6 287 197,63	1,08
CAIXABANK	EUR	545 681,00	2 065 948,27	0,36
CAP GEMINI SE	EUR	22 839,00	3 786 706,20	0,65
CIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN SA	EUR	79 677,00	2 316 210,39	0,40
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN SA	EUR	79 100,00	4 499 208,00	0,77
CORBION	EUR	58 576,00	1 104 743,36	0,19
CREDIT AGRICOLE SA	EUR	353 835,00	4 137 038,82	0,71
DANONE SA	EUR	51 971,00	2 716 004,46	0,47
DEUTSCHE POST AG-NOM	EUR	62 624,00	2 413 215,84	0,42
E.ON SE	EUR	300 575,00	3 366 440,00	0,58
EDP - ENERGIAS DE PORTUGAL	EUR	441 993,00	1 739 684,45	0,30
EIFFAGE	EUR	15 091,00	1 358 793,64	0,23
ENGIE SA	EUR	160 229,00	2 328 127,37	0,40
ESSILOR LUXOTTICA SA	EUR	14 045,00	2 319 672,20	0,40
EVONIK INDUSTRIES AG	EUR	78 984,00	1 368 397,80	0,24
HENKEL KGAA VZ PFD	EUR	14 444,00	974 392,24	0,17
INFINEON TECHNOLOGIES AG-NOM	EUR	127 575,00	4 000 114,13	0,69
ING GROUP NV	EUR	293 074,00	3 678 078,70	0,63
INTESA SANPAOLO SPA	EUR	1 364 203,00	3 328 655,32	0,57
LOREAL SA	EUR	13 007,00	5 114 352,40	0,88
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON SE	EUR	13 630,00	9 764 532,00	1,68
MERCEDES BENZ GROUP AG	EUR	48 687,00	3 207 986,43	0,55
MUENCHENER RUECKVERSICHERUNGS AG-NOM	EUR	12 397,00	4 575 732,70	0,79
NESTE CORPORATION	EUR	73 989,00	2 377 266,57	0,41
NEXANS SA	EUR	44 259,00	3 410 155,95	0,59
ORANGE	EUR	390 944,00	4 245 651,84	0,73
PRYSMIAN SPA	EUR	58 676,00	2 238 489,40	0,39
PUBLICIS GROUPE	EUR	54 937,00	3 942 279,12	0,68
QIAGEN NV	EUR	74 684,00	2 858 156,68	0,49
ROCHE HOLDING LTD	CHF	13 011,00	3 364 415,83	0,58

Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2023 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
SANOFI	EUR	60 786,00	6 168 563,28	1,06
SAP SE	EUR	61 352,00	7 535 252,64	1,30
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	40 741,00	6 395 522,18	1,10
SIEMENS AG-NOM	EUR	43 003,00	5 833 786,98	1,00
SIEMENS ENERGY AG	EUR	72 565,00	898 354,70	0,15
TEMENOS AG-NOM	CHF	21 848,00	1 453 149,72	0,25
THALES SA	EUR	28 733,00	3 824 362,30	0,66
THYSSENKRUPP AG	EUR	449 454,00	3 247 754,60	0,56
TOTAL ENERGIES SE	EUR	146 397,00	9 121 997,07	1,57
UCB SA	EUR	18 869,00	1 463 102,26	0,25
UMICORE SA	EUR	68 687,00	1 542 023,15	0,27
UNILEVER	EUR	60 464,00	2 834 854,64	0,49
UNIVERSAL MUSIC GROUP NV	EUR	121 011,00	2 992 602,03	0,52
VALEO SA	EUR	98 418,00	1 607 165,94	0,28
VIVENDI	EUR	206 554,00	1 713 571,98	0,29
WORLDLINE	EUR	42 662,00	1 136 942,30	0,20
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Obligations et valeurs assimilées			308 955 130,95	53,18
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			308 955 130,95	53,18
ADECCO INT FINANCIAL SVS VAR 21/03/2082	EUR	517 000,00	416 094,62	0,07
ADIF ALTA VELOCIDAD 0.55% 31/10/2031	EUR	3 000 000,00	2 282 724,25	0,39
ADIF ALTA VELOCIDAD 1.25% 04/05/2026	EUR	3 000 000,00	2 830 443,77	0,49
AGEAS VAR 24/11/2051	EUR	700 000,00	520 974,14	0,09
AIB GROUP PLC VAR 04/04/2028	EUR	800 000,00	742 150,82	0,13
AIB GROUP PLC VAR 23/7/2029	EUR	749 000,00	745 343,65	0,13
AKER BP ASA 1.125% 12/05/2029	EUR	752 000,00	628 714,28	0,11
ALLIANZ SE VAR 25/07/2053	EUR	1 000 000,00	1 020 468,80	0,18
AMPRION GMBH 3.875% 07/09/2028	EUR	600 000,00	596 455,64	0,10
ANHEUSER BUSCH INBEV SA 1.125% 01/07/2027	EUR	1 900 000,00	1 737 605,75	0,30
BANCO BILBAO VIZCAYA ARG 3.375% 20/09/2027	EUR	2 600 000,00	2 524 076,80	0,43
BANCO DE SABADELL SA VAR 10/11/2028	EUR	1 000 000,00	1 054 454,38	0,18
BANCO DE SABADELL SA VAR 24/03/2026	EUR	500 000,00	487 831,11	0,08
BARCLAYS PLC VAR 22/03/2031	EUR	740 000,00	658 632,45	0,11
BELFIUS BANQUE SA NV VAR 19/04/2033	EUR	1 500 000,00	1 499 692,38	0,26
BFCM 3% 21/05/2024	EUR	1 500 000,00	1 502 438,36	0,26
BNG BANK NV 0.50% 26/11/2025	EUR	3 480 000,00	3 280 631,75	0,56
BNP PARIBAS VAR 19/02/2028	EUR	1 400 000,00	1 226 702,25	0,21
BNP PARIBAS VAR 31/03/2032	EUR	1 500 000,00	1 370 077,38	0,24
BOOKING HOLDINGS INC 4.125% 12/05/2033	EUR	1 111 000,00	1 109 388,50	0,19
BPCE SA 0.5% 15/09/2027	EUR	1 900 000,00	1 689 168,21	0,29
BPCE SA VAR 02/02/2034	EUR	300 000,00	248 511,21	0,04
BPCE SA VAR 25/01/2035	EUR	1 400 000,00	1 394 236,41	0,24
BPIFRANCE FINANCEMENT SA 0.125% 26/02/2027	EUR	3 500 000,00	3 125 080,00	0,54
BRENNTAG FINANCE BV 0.50% 06/10/2029	EUR	900 000,00	715 175,01	0,12

Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2023 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
BRITISH TELECOMMUNICATIONS PLC 2.75% 30/08/2027	EUR	657 000,00	625 913,81	0,11
BUONI POLIENNALI DEL TES 0.5% 15/07/2028	EUR	12 740 000,00	10 773 287,43	1,85
CADENT FINANCE PLC 4.25% 05/07/2029	EUR	864 000,00	864 354,95	0,15
CAISSE D AMORT DETTE SOC 0% 25/11/2026	EUR	9 900 000,00	8 900 694,00	1,53
CAISSE D AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIAL 0% 25/02/2026	EUR	5 400 000,00	4 971 348,00	0,86
CAIXA GERAL DE DEPOSITIOS VAR 21/09/2027	EUR	800 000,00	708 010,36	0,12
CESKA SPORITELNA AS VAR 14/11/2025	EUR	800 000,00	859 345,38	0,15
CIE DE SAINT GOBAIN 1.125% 23/03/2026	EUR	1 300 000,00	1 228 621,05	0,21
COCA COLA CO THE 0.4% 06/05/2030	EUR	737 000,00	596 379,92	0,10
COCA COLA CO THE 0.5% 09/03/2033	EUR	765 000,00	570 285,72	0,10
COFINIMMO 1.0% 24/01/2028	EUR	900 000,00	778 125,70	0,13
COMMERZBANK AG VAR 25/03/2029	EUR	700 000,00	699 683,28	0,12
COMMUNITY OF MADRID SPAI 0.16% 30/07/2028	EUR	3 503 000,00	2 962 396,56	0,51
COMMUNITY OF MADRID SPAI 0.827% 30/07/2027	EUR	2 279 000,00	2 052 168,20	0,35
COMUNIDAD DE MADRID SPAI 1.773% 30/04/2028	EUR	1 903 000,00	1 762 933,58	0,30
COVIVIO 1.125% 17/09/2031	EUR	1 700 000,00	1 326 173,07	0,23
CPPIB CAPITAL INC 0.875% 06/02/2029	EUR	4 500 000,00	3 940 287,53	0,68
CRD MUTUEL ARKEA VAR 11/06/2029	EUR	2 000 000,00	1 743 706,89	0,30
CRED AGRICOLE SA VAR 22/04/2026	EUR	1 500 000,00	1 429 381,31	0,25
CREDIT AGRICOLE ASSRNCES 1.50% 06/10/2031	EUR	1 500 000,00	1 134 295,07	0,20
CREDIT LOGEMENT SA VAR 28/11/2029	EUR	2 300 000,00	2 206 847,16	0,38
CREDIT SUISSE GROUP AG VAR 24/06/2027	EUR	1 778 000,00	1 608 893,64	0,28
DAIMLER AG 0.75% 10/09/2030	EUR	751 000,00	609 317,32	0,10
DANONE SA 3.47% 22/05/2031	EUR	500 000,00	489 667,19	0,08
DEUTSCHE BANK AG 4% 29/11/2027	EUR	300 000,00	307 492,03	0,05
DEUTSCHE BANK AG VAR 05/09/2030	EUR	1 400 000,00	1 355 627,19	0,23
DEUTSCHE BANK AG VAR 23/02/2028	EUR	400 000,00	362 193,64	0,06
DS SMITH PLC 4.375% 27/07/2027	EUR	857 000,00	862 303,47	0,15
E ON SE 1% 07/10/2025	EUR	743 000,00	711 727,44	0,12
E ON SE 3.75% 01/03/2029	EUR	764 000,00	757 166,83	0,13
EDP FINANCE BV 1.625% 26/01/2026	EUR	1 500 000,00	1 435 695,21	0,25
ENEL FINANCE 0% 17/06/2027	EUR	1 500 000,00	1 292 100,00	0,22
ENEL SPA VAR PERP	EUR	500 000,00	446 512,70	0,08
ENEL SPA VAR PERPETUAL	EUR	400 000,00	294 692,30	0,05
ENERGIAS DE PORTUGAL SA 3.875% 26/06/2028	EUR	400 000,00	399 732,62	0,07
ENERGIAS DE PORTUGAL SA VAR 02/08/2081	EUR	700 000,00	624 397,36	0,11
ENGIE SA 3.875% 06/01/2031	EUR	1 700 000,00	1 671 382,95	0,29
ERSTE GROUP BANK AG VAR 10/06/2030	EUR	1 300 000,00	1 195 443,70	0,21
ESSITY CAPITAL BV 3% 21/09/2026	EUR	568 000,00	552 671,73	0,10
EUROFIMQ 0.10% 20/05/2030	EUR	1 500 000,00	1 207 562,38	0,21
EUROGRID GMBH 3.722% 27/04/2030	EUR	1 200 000,00	1 183 691,21	0,20
EUROPEAN INVESTMENT BANK 0.10% 15/10/2026	EUR	2 471 000,00	2 249 714,84	0,39
EUROPEAN UNION 0% 04/03/2026	EUR	4 555 000,00	4 214 923,70	0,73

Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2023 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
EUROPEAN UNION 0.0% 04/11/2025	EUR	1 509 000,00	1 408 862,76	0,24
EUROPEAN UNION 0.2% 04/06/2036	EUR	1 010 000,00	664 833,71	0,11
EUROPEAN UNION 2.75% 04/12/2037	EUR	3 311 000,00	3 039 019,04	0,52
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0% 15/08/2030	EUR	2 583 000,00	2 151 639,00	0,37
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0.25% 15/08/2028	EUR	1 840 000,00	1 634 480,65	0,28
FINNISH GOVERNMENT 0.50% 15/09/2027	EUR	7 500 000,00	6 769 319,26	1,17
FRANCE 0.5% 25/06/2044	EUR	10 070 000,00	5 389 324,23	0,93
FRANCE 0.75% 25/05/2028	EUR	7 040 000,00	6 338 706,36	1,09
FRANCE OAT i 1.85% 25/07/2027	EUR	5 535 010,00	7 627 864,79	1,31
GECINA 0.875% 30/06/2036	EUR	1 000 000,00	658 171,17	0,11
GENERAL MILLS INC 3.907% 13/04/2029	EUR	509 000,00	511 793,14	0,09
GLAXOSMITHKLINE CAPITAL 1.25% 21/05/2026	EUR	700 000,00	660 254,46	0,11
GRPM ASSURACES MUTUELLES 3.375% 24/09/2028	EUR	900 000,00	840 518,93	0,14
GSK CAPITAL BV 3% 28/11/2027	EUR	1 425 000,00	1 425 309,60	0,25
IBERDROLA FINANZAS SAU 1.575% PERP	EUR	800 000,00	686 697,10	0,12
IBM CORP 0.65% 11/02/2032	EUR	1 700 000,00	1 298 693,11	0,22
IMMOBILIARIA COLONIAL SO 1.625% 28/11/2025	EUR	2 800 000,00	2 694 347,18	0,46
ING GROEP INV VAR 13/11/2030	EUR	400 000,00	366 302,68	0,06
ING GROEP NV VAR 24/08/2033	EUR	900 000,00	853 792,38	0,15
INTESA SANPAOLO 5.125% 29/08/2031	EUR	355 000,00	352 916,49	0,06
INTESA SANPAOLO SPA VAR 08/03/2028	EUR	1 200 000,00	1 233 098,30	0,21
IRELAND GOVERNMENT BOND 3% 18/10/2043	EUR	2 928 000,00	2 745 025,27	0,47
ITALIAN REPUBLIC i 0.65% 15/05/2026	EUR	9 560 000,00	10 895 934,87	1,88
ITV PLC 1.375% 26/09/2026	EUR	1 500 000,00	1 379 074,47	0,24
JYSKE BANK AS 5.50% 16/11/2027	EUR	950 000,00	1 017 487,87	0,18
KBC GROUP NV VAR 07/12/2031	EUR	1 300 000,00	1 133 648,08	0,20
KBC GROUP NV VAR 16/06/2027	EUR	1 700 000,00	1 543 084,57	0,27
KFW 0% 15/06/2026	EUR	7 490 000,00	6 839 119,00	1,18
KFW 0% 15/06/2029	EUR	3 430 000,00	2 847 208,70	0,49
KFW 0% 15/09/2028	EUR	3 000 000,00	2 550 930,00	0,44
KFW 0% 30/09/2026	EUR	3 595 000,00	3 251 785,35	0,56
KFW 0.01% 05/05/2027	EUR	4 000 000,00	3 555 325,03	0,61
KFW 0.25% 15/09/2025	EUR	5 000 000,00	4 701 564,75	0,81
KINGDOM OF BELGIUM 0% 22/10/2027	EUR	3 769 111,00	3 324 695,12	0,57
KINGDOM OF NETHERLANDS 0.75% 15/07/2028	EUR	4 290 000,00	3 869 620,09	0,67
KINGDOM OF SPAIN 1.45% 30/04/2029	EUR	6 500 000,00	5 865 342,13	1,01
KOMMUNEKREDIT 0.75% 05/07/2028	EUR	2 000 000,00	1 777 708,52	0,31
KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 0.125% 30/06/2025	EUR	3 407 000,00	3 214 451,53	0,55
LA BANQUE POSTALE VAR 02/08/2032	EUR	1 600 000,00	1 325 376,79	0,23
LA POSTE SA 1.45% 30/11/2028	EUR	800 000,00	720 036,71	0,12
LEGRAND SA 3.5% 29/05/2029	EUR	600 000,00	596 672,89	0,10
LSEG NETHERLANDS BV 4.231% 29/09/2030	EUR	670 000,00	671 757,01	0,12
MAGNA INTERNATIONAL INC 4.375% 17/03/2032	EUR	639 000,00	650 883,55	0,11
MERCK FIN SERVICES GMBH 0.875% 05/07/2031	EUR	1 300 000,00	1 052 573,13	0,18

Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2023 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
MERCK KGAA VAR 09/09/2080	EUR	1 500 000,00	1 351 508,36	0,23
MONDI FINANCE PLC 1.625% 27/04/2026	EUR	1 067 000,00	1 011 558,07	0,17
MORGAN STANLEY VAR 4.656% 02/03/2029	EUR	1 636 000,00	1 680 979,54	0,29
MOTABILITY OPERATIONS GR 0.125% 20/07/2028	EUR	748 000,00	624 352,72	0,11
NATIONAL GRID 4.151% 12/09/2027	EUR	1 072 000,00	1 069 697,05	0,18
NATWEST GROUP PLC VAR 06/09/2028	EUR	940 000,00	920 391,83	0,16
NATWEST GROUP PLC VAR 26/02/2030	EUR	1 124 000,00	910 619,84	0,16
NERVAL SAS 3.635% 20/07/2028	EUR	1 900 000,00	1 808 606,73	0,31
NETHERLANDS 0% 15/01/2029	EUR	6 840 000,00	5 839 581,60	1,01
NN BANK NV 0.5% 21/09/2028	EUR	900 000,00	751 962,54	0,13
NORDEA BANK ABP VAR 10/02/2026	EUR	577 000,00	583 433,00	0,10
NRW BANK 0.5% 26/05/2025	EUR	983 000,00	934 789,71	0,16
OBRIGACOES DO TESOURO 0.7% 15/10/2027	EUR	4 184 000,00	3 832 083,19	0,66
ONTARIO TEACHERS FINANCE 0.05% 25/11/2020	EUR	752 000,00	576 172,92	0,10
ORSTED A/S VAR 24/11/20317	EUR	805 000,00	789 789,14	0,14
PERNOD RICARD SA 3.25% 02/11/2028	EUR	1 300 000,00	1 301 129,40	0,22
PROLOGIS INTL FUND II 1.625% 17/06/2032	EUR	480 000,00	370 048,84	0,06
PROSUS NV 1.207% 19/01/2026	EUR	500 000,00	461 249,30	0,08
PROVINCE OF QUEBEC 0.25% 05/05/2031	EUR	2 098 000,00	1 636 883,56	0,28
RAIFFEISEN BANK INTL VAR 26/1/2027	EUR	700 000,00	710 838,97	0,12
RCI BANQUE SA 4.125% 01/12/2025	EUR	236 000,00	242 719,44	0,04
RCI BANQUE SA 4.875% 02/10/2029	EUR	1 161 000,00	1 153 689,41	0,20
REGIE AUTONOME DES TRANS 0.35% 20/06/2029	EUR	1 600 000,00	1 339 126,56	0,23
RELX FINANCE BV 3.75% 12/06/2031	EUR	483 000,00	477 454,13	0,08
REPUBLIC OF AUSTRIA 0% 20/10/2028	EUR	5 500 000,00	4 684 515,00	0,81
REPUBLIC OF ITALY 2.5% 15/11/2025	EUR	2 070 000,00	2 031 930,23	0,35
REPUBLIC OF PORTUGAL 2.875% 21/07/2026	EUR	6 570 000,00	6 571 004,17	1,13
REPUBLIKA SLOVENIJA 0% 13/02/2026	EUR	6 447 000,00	5 939 750,04	1,02
ROYAL BANK OF CANADA 0.25% 02/05/2024	EUR	1 500 000,00	1 468 952,87	0,25
ROYAL BANK OF CANADA 4.125% 05/07/2028	EUR	1 438 000,00	1 437 573,55	0,25
ROYAL BANK OF SCOTLAND 0.75% 15/11/2025	EUR	1 810 000,00	1 751 150,45	0,30
ROYAL BK SCOTLAND GRP PLC VAR 02/03/2026	EUR	800 000,00	776 408,04	0,13
RTE RESEAU DE TRANSPORT 3.75% 04/07/2035	EUR	1 000 000,00	973 473,77	0,17
SAGE GROUP PLC 3.82% 15/02/2028	EUR	700 000,00	707 679,86	0,12
SANTANDER ISSUANCES 3.25% 04/04/2026	EUR	1 000 000,00	984 101,20	0,17
SCA HYGIENE AB 1.625% 30/03/2027	EUR	200 000,00	186 602,52	0,03
SCHNEIDER ELECTRIC SE 1.375% 21/06/2027	EUR	100 000,00	92 460,71	0,02
SCHNEIDER ELECTRIC SE 1.5% 15/01/2028	EUR	900 000,00	835 520,42	0,14
SCHNEIDER ELECTRIC SE 3.25% 09/11/2027	EUR	500 000,00	505 467,74	0,09
SEGRO CAPITAL SARL 0.5% 22/09/2031	EUR	1 600 000,00	1 160 464,44	0,20
SELP FINANCE SARL 0.875% 27/05/2029	EUR	945 000,00	748 727,30	0,13
SIEMENS FINANCIERINGSMAT 2.75% 09/09/2030	EUR	1 300 000,00	1 221 737,94	0,21
SIKA CAPITAL BV 3.75% 03/05/2030	EUR	585 000,00	582 300,94	0,10
SKANDINAVISKA ENSKILDA VAR 31/10/2028	EUR	1 500 000,00	1 515 967,81	0,26
SOCIETE GENERALE VAR 06/12/2030	EUR	3 700 000,00	3 661 871,75	0,63

Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2023 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
STANDARD CHARTERED PLC 0.9% 02/07/2027	EUR	916 000,00	832 192,31	0,14
STATE OF NORTH RHINE WESTPHALIA 0.5% 16/04/2026	EUR	4 520 000,00	4 206 594,07	0,72
STATKRAFT AS 3.5% 09/06/2033	EUR	399 000,00	388 698,98	0,07
SUEZ 1.625% 21/9/2032	EUR	600 000,00	493 621,67	0,08
SUEZ 5% 03/11/2032	EUR	500 000,00	535 421,71	0,09
TELE2 AB 3.75% 22/11/2029	EUR	620 000,00	611 801,82	0,11
TELIA COMPANY AB 3.625% 22/02/2032	EUR	823 000,00	812 199,99	0,14
TELSTRA GROUP LTD 3.75% 04/05/2031	EUR	708 000,00	709 078,83	0,12
TENNET HOLDING BV TV PERP 31/12/2099	EUR	1 200 000,00	1 162 181,06	0,20
TOTAL SE PERP 31/12/2099	EUR	1 029 000,00	873 975,65	0,15
TOTAL VAR PERP	EUR	1 100 000,00	1 069 970,00	0,18
TOYOTA MOTOR CREDIT CORP 0.125% 05/11/2027	EUR	901 000,00	774 523,91	0,13
TOYOTA MOTOR FINANCE BV 3.5% 13/01/2028	EUR	601 000,00	605 777,46	0,10
TRANSURBAN FINANCE CO 1.75% 29/03/2028	EUR	2 100 000,00	1 924 837,05	0,33
UBS GROUP AG VAR 05/11/2028	EUR	1 700 000,00	1 416 582,75	0,24
UNILEVER NV 1.75% 25/03/20/2030	EUR	600 000,00	537 672,20	0,09
UNIVERSAL MUSIC 4% 13/06/2031	EUR	674 000,00	665 615,73	0,11
UNIVERSAL MUSIC GROUP NV 3% 30/06/2027	EUR	363 000,00	354 642,61	0,06
UNIVERSAL MUSIC GROUP NV 3.75% 30/06/2032	EUR	400 000,00	385 733,44	0,07
VONOVIA SE 0.25% 01/09/2028	EUR	700 000,00	559 019,01	0,10
VONOVIA SE 0.75% 01/09/2032	EUR	1 300 000,00	900 296,46	0,15
WOLTERS KLUWER NV 0.75% 03/07/2030	EUR	1 537 000,00	1 254 599,68	0,22
WOLTERS KLUWER NV 3.75% 03/04/2031	EUR	155 000,00	154 297,85	0,03
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Titres de créances			5 480 998,89	0,94
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé			5 480 998,89	0,94
Titres de créances négociables			-	-
Autres titres de créances			5 480 998,89	0,94
SUMITOMO MITSUI BANKING CORP ZCP 02/11/2023	EUR	5 500 000,00	5 480 998,89	0,94
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Organismes de placement collectif			57 402 007,60	9,88
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			57 402 007,60	9,88
AVIVA INVESTORS EURO CREDIT BONDS	EUR	3 055,00	3 904 320,55	0,67
DB X TRACKERS II SICAV DB X TRACKERS II EUROZONE GOV UCITS E	EUR	57 273,00	11 589 764,28	1,99
OFI INVEST ESG EURO HIGH YIELD IC	EUR	65 196,00	7 207 417,80	1,24
OFI INVEST ISR MONÉTAIRE I	EUR	10 940,00	11 370 051,40	1,96
SINGLE SELECT PLATFORM OFI INVEST ESG TRANSITION CLIMAT EUROPE K	EUR	16 189,00	23 330 453,57	4,02
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne			-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés			-	-

Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2023 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés			-	-
Autres organismes non européens			-	-
Opérations temporaires sur titres financiers			-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension			-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés			-	-
Titres financiers empruntés			-	-
Titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés			-	-
Autres opérations temporaires			-	-
Opérations de cession sur instruments financiers			-	-
Contrats financiers			-0,04	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé			-0,04	-
Appel marge EUR G1	EUR	-752 403,17	-752 403,17	-0,13
Appel marge GBP G1	GBP	174 540,00	201 222,04	0,03
EURO BOBL 1223	EUR	-14,00	14 000,00	0,00
EURO BUND 1223	EUR	98,00	-241 020,00	-0,04
EURO BUND 1223	EUR	-975,00	1 739 269,85	0,30
EURO BUND 1223	EUR	7,00	-17 430,00	0,00
EURO BUXL 1223	EUR	146,00	-512 582,42	-0,09
EURO SCHATZ 1223	EUR	1 792,00	25 055,70	0,00
EURO SCHATZ 1223	EUR	38,00	-15 580,00	0,00
EURO STOXX 50 1223	EUR	276,00	-239 310,00	-0,04
LONG GILT 1223	GBP	488,00	-201 222,04	-0,03
Autres opérations			-	-
Autres instruments financiers			-	-
Créances			28 804 587,49	4,96
Dettes			-24 906 431,50	-4,29
Comptes financiers			652 173,77	0,11
ACTIF NET			580 971 516,37	100,00